incidences
l'énergie au sens propre



Projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Thervay

Dossier « cas par cas »

Région Bourgogne-France-Comté / Département du Jura (39)

21 février 2025

Sommaire

1 CERFA 14734-03 3

2 ANNEXE 1 – INFORMATIONS NOMINATIVES RELATIVES AU MAITRE D'OUVRAGE INCIDENCES 17

3 ANNEXE 2 – PLAN DE SITUATION AU 1/25 000EME 19

4 ANNEXE 3 – PHOTOGRAPHIES DU SITE 20

5 ANNEXE 4 – PLAN DU PROJET 26

6 ANNEXE 5 – PLAN DES ABORDS 28

7 ANNEXE 6 – PLAN DE SITUATION NATURA 2000 29

8 ANNEXE 7 – PHOTOMONTAGES 30

9 ANNEXE 8 – NOTICE D'INFORMATION 39

1 CERFA 14734-03

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

CERFA
N° 14734 * 04

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement via ce lien

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : __ __/__ __/__ __ __ __

Dossier complet le : __ __/__ __/__ __ __ __

N° d'enregistrement : _____

1 Intitulé du projet

Projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Thervay (39)

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination
INCIDENCES

Raison sociale
INCIDENCES SAS

N° SIRET
9 1 0 1 3 4 8 0 8 0 0 0 3 9

Type de société (SA, SCI...)
SAS

Représentant de la personne morale : ☑ Madame ☐ Monsieur

Nom
PASQUINET

Prénom(s)
Séverine

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
30. Installations photovoltaïques de production d'électricité	Installation d'une centrale photovoltaïque d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc et inférieure à 1 MWc.

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☑ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☑ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet consiste à construire et exploiter une centrale photovoltaïque d'une puissance de 699 kWc sur la commune de Thervay. Le site d'implantation est l'ancien terrain de football municipal appartenant à la commune. Ce terrain n'est plus utilisé depuis au moins 25 années et constitue un terrain déjà urbanisé.
Le projet s'implante sur la parcelle YT 67, de surface totale 11 911 m² dont 6 754 m² seront clôturés.
L'aménagement de la centrale comprend :
- des structures métalliques ;
- 1185 modules ;
- 3 postes de livraison ;
- 3 tableaux généraux basse tension ;
- 1 clôture grillagée + 1 portail d'accès ;
- Des haies adaptées au territoire d'essences locales (3 m de hauteur) au Sud et à l'Ouest du site.

Le projet ne comprend pas de démolition, ni de défrichement, ni de nivellement. Les anciens vestiaires seront conservés en l'état pour une utilisation ponctuelle des chasseurs et le maintien des gîtes anthropiques à chiroptères. Les cages et les barrières détériorées seront retirées et traitées en filière adaptée.
La topographie étant suffisamment plane pour le projet, aucun travail de terrassement ne sera réalisé.

4.2 Objectifs du projet

Le projet a pour objectif l'installation d'une centrale de production d'énergie photovoltaïque en lieu et place de l'ancien terrain de football municipal inutilisé depuis plus de 25 ans, et à proximité immédiate d'un terrain de tennis, un espace déjà urbanisé.
Ce projet d'intérêt collectif s'intègre dans la stratégie territoriale menée par le conseil municipal. L'électricité produite à partir de l'énergie solaire pourra être valorisée en circuit court (Autoconsommation Collective).
Les principaux avantages associés à ce projet sont de :
- Répondre à un besoin communal ;
- Valoriser un terrain inutilisé depuis plusieurs années induisant des coûts d'entretien pour la commune ;
- Valoriser la production d'énergies renouvelables en circuit court (Autoconsommation Collective) ;
- Agir pour le développement des énergies renouvelables, un objectif inscrit dans la Loi ;
- Générer des retombées financières et fiscales pour la commune.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

Le chantier, circonscrit à la Zone d'Implantation Potentielle (ZIP), se déroulera en plusieurs opérations successives et pour une durée de 3 à 6 mois environ :
- Phase amont : diagnostic d'archéologie préventive (prescription DRAC) ;
- Préparation du terrain : démantèlement des cages de football, des barrières en bois, balisage de la plateforme et localisation des pieux battus ;
- Mise en place du réseau électrique avec ouverture des tranchées et pose des câbles ;
- Installation des pieux battus, montage des structures porteuses et installation des panneaux PV ;
- Installation des postes de livraison, tableaux généraux basse tension, câblage et raccordement au réseau de distribution par Enedis ;
- Nettoyage du site, clôture et plantations de haies d'essences locales ;
- Mise sous tension et mise en service.

Les déblais issus de la réalisation des tranchées pour le passage des câbles seront réutilisés sur site.
Un tri sélectif sera mis en place sur site, avec une évacuation à l'avancement vers les filières de traitement adaptées.
Les prescriptions du SDIS 39 seront respectées pendant toute la durée des travaux.
Le planning des travaux sera adapté en fonction : des conditions météorologiques (fortes chaleurs, fortes pluies…) et des périodes sensibles pour la faune (évitement de la période mars-août essentiellement ; préparation du terrain en automne et travaux lourds en hiver).
En amont des travaux, les riverains seront conviés à une réunion d'information. Les chemins d'accès vers les habitations, anciens vestiaires et cultures agricoles seront garantis accessibles à tout moment.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

La centrale sera mise en service en 2026 pour une durée d'exploitation de minimum 30 ans. Elle sera supervisée par un suivi à distance réalisé par le maître d'ouvrage INCIDENCES. Annuellement, des passages seront nécessaires dans le cadre d'une maintenance préventive. Les opérations de maintenance curative seront planifiées et pilotées par l'équipe d'exploitation.

Le projet n'entraînera aucune artificialisation des sols et la transparence hydraulique sera assurée par la conception du projet. Il n'y aura pas de raccordement aux eaux usées / potable, ni de substance polluante. Les prescriptions du SDIS 39 seront respectées pendant toute la durée de vie de la centrale (cf. charte du SDIS 39 en Annexe 9.3.2 de la Notice) à l'exception de la piste périphérique extérieure qui ne sera pas mise en place (validé par le SDIS 39 le 17 décembre 2024 puis via échanges mails en Annexe 9.3.3). Une citerne de 120 m3 sera notamment installée.

Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé sur site. La gestion extensive des haies devra être garantie à long terme. Elle sera confiée à des paysagistes locaux dans le respect des préconisations du SDIS 39 et du cycle de vie des espèces, notamment d'oiseaux et de chiroptères. L'enherbement dans l'enceinte clôturée sera entretenue via une prestation d'éco-pastoralisme avec un berger local ou une entreprise d'espace vert locale.

Les anciens vestiaires seront conservés en l'état, les espèces d'oiseaux et chiroptères qui peuvent y gîter continueront d'y accéder. Une réunion avec le représentant de l'association de chasse (utilisant ces vestiaires) a notamment été réalisée le 4 octobre 2024, pour s'assurer de la bonne cohabitation une fois la centrale PV installée.
Enfin, lors du démantèlement, INCIDENCES prendra en charge financièrement tous les travaux nécessaires pour la remise en état du terrain à son état initial.

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

ⓘ La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Une déclaration préalable de travaux sera déposée à la Mairie de Thervay une fois l'instruction du cas par cas finalisée.

Le présent dossier "cas par cas" tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000.

Le projet sera soumis à diagnostic d'archéologie préventive conformément aux prescriptions de la DRAC.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Emprise clôturée	6 754 m²
Puissance de la centrale	699 kWc
Nombre de tables / Nombre de panneaux PV / Surface projetée des panneaux PV	33 / 1 185 / 3022 m²
Surface des postes / Surface des TGBT	3 x 1 m² / 3 x 1,50 m²
Surface de la réserve incendie	120 m3

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : Voie :

Lieu-dit : LES CRAIES

Localité : Thervay

Code postal : 3 9 2 9 0 BP : Cedex :

Coordonnées géographiques[1]

Long. : 0 5 ° 3 7 ' 2 2 " 7 Lat. : 4 7 ° 1 4 ' 4 9 " 5

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Point de d'arrivée : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Communes traversées :

Thervay

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

La commune du projet au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Jura Nord, mais ne se situe dans aucun périmètre de SCoT (cf. Notice en Annexe 8).

ⓘ Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☐ Oui ☑ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☐ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

Sans objet.

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

ⓘ Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☐	☑	La ZIP ne recoupe aucun périmètre d'inventaire ZNIEFF. Les ZNIEFF les plus proches sont : - De type I « Prairie humide de Bresilley et Thervay » à environ 90 m au Nord ; - De type II « Vallée de l'Ognon de Moncley à Pesmes » à environ 10 m au Nord ; - De type II « Forêt de la Serre » à environ 1,1 km au Sud.
En zone de montagne ?	☐	☑	Sans objet
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☑	Sans objet.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☑	Commune non concernée.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☐	☑	Sans objet.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☐	☑	Commune non concernée.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☑	Le monument historique le plus proche "Fontaine" (inscrit) est à environ 540 m au Nord-Ouest, dans le bourg de Thervay.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☑	Aucune zone humide effective n'est identifiée dans les données bibliographiques / documents cadres disponibles (RPDZH, SDAGE, PLUi). La ZIP montre une faible probabilité de présence de zone humide et n'est pas dans l'enveloppe d'inventaire réalisée par la DREAL. La zone humide effective la plus proche se trouve à 200 m au Nord.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☑	☐	La commune de Thervay est concernée par le Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRi) de l'Ognon, mais la ZIP se trouve en dehors des zones d'aléa du fait de sa localisation en promontoire.
	☑	☐	Approuvé par arrêté interpréfectoral le 19 décembre 2002.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☑	Aucun site pollué n'est identifié au droit de la ZIP. 1 ancien site industriel (CASIAS) situé à environ 50 m de la ZIP (BBCI SARL, ancienne carrière).
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☑	Sans objet.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☑	Non concerné. Le captage le plus proche se situe à plus de 3,2 km au Nord-Est.
Dans un site inscrit ?	☐	☑	Site inscrit « Restes du Château de Balançon à Thervay » identifié à environ 250 m au Nord-Est de la ZIP. Après consultation de la DRAC en janvier 2025, le projet est soumis à diagnostic d'archéologie préventive.

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	☐	☑	La ZIP ne recoupe aucun périmètre Natura 2000 (cf. Plan de situation Natura 2000 en Annexe 6). Les sites les plus proches se situent à environ 1,1 km au Sud de la ZIP : "Massif de la Serre". On note aussi la présence du « Réseau de cavités à Minioptères de Schreibers en Franche-Comté (6 cavités) » à environ 4,2 km au Sud-Est de la ZIP.
D'un site classé ?	☐	☑	Aucun site classé n'est recensé près de la ZIP.

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	Aucun prélèvement d'eau superficielle ou souterraine n'est prévu durant toutes les phases du projet. Le projet ne nécessitera aucun raccordement d'alimentation en eau potable ou d'assainissement.
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☑	Aucun drainage, ni aucune modification de la masse d'eau souterraine n'est prévu durant toutes les phases du projet. En phase d'exploitation, le projet ne modifiera pas les conditions d'écoulement et d'infiltration des eaux de ruissellement. En effet, la conception du projet n'entraînera aucune artificialisation des sols et permettra aux eaux pluviales de continuer à s'infiltrer naturellement dans les sols. La transparence hydraulique sera assurée (cf. Notice en Annexe 8 pour plus de détails).
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☐	☑	La topographie étant suffisamment plane pour le projet, aucun travail de terrassement / nivellement ne sera réalisé. Les déblais issus des tranchées de passage des câbles seront réutilisés sur site pour remblayer ces mêmes tranchées. Le projet ne produira aucun excédent de terre excavée.
	Est-il déficitaire en matériaux ?	☐	☑	Le projet ne nécessitera aucun apport de matériaux externe.
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☐	☑	Sans objet.

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	☑	☐	Le projet ne nécessitera aucun raccordement d'alimentation en eau potable ou d'assainissement. Il est en adéquation avec les ressources disponibles.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☑	☐	Les anciens vestiaires et la haie existante seront conservés et des haies seront plantées aux abords Sud et Ouest du projet (favorables pour la faune). Des passages à faune seront placés sur la clôture. Le projet durant toutes ses phases sera circonscrit à la ZIP. Le chantier et l'entretien des haies entraîneront un dérangement ponctuel de la faune, mais les plannings éviteront les périodes sensibles. Aucun travaux de nuit et aucun éclairage permanent n'est prévu sur le site. Les impacts seront donc très localisés et temporaires.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☑	☐	Le projet n'aura pas d'impact sur les sites Natura 2000. Le chantier pourra avoir un impact ponctuel sur les espèces, notamment d'oiseaux et de chiroptères, fréquentant la ZIP (activité de chasse principalement). Néanmoins, on note la présence de nombreux milieux ouverts de report, le planning tiendra compte des périodes sensibles et aucun travaux ne sera réalisé de nuit. En phase exploitation, les anciens vestiaires et la haie existante seront conservés, de nouvelles haies seront plantées (favorables pour la faune). On considère que le projet aura un impact faible voire positif.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☐	☑	Le projet durant toutes ses phases sera circonscrit à la ZIP et n'aura aucun impact sur les parcelles alentours. Conformément à l'arrêté du 29 décembre 2023 définissant les caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, les installations n'entraîneront aucune artificialisation des sols, assurant ainsi la préservation des espaces naturels (cf. Notice en Annexe 8 pour plus de détails).
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	☑	La commune est soumise au risque de Transport de Matières Dangereuses (TMD). Néanmoins, la RD459 n'est pas concernée par ce risque et donc la ZIP également.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☑	☐	Le DDRM 39 indique que la commune est à risque d'inondation, de séisme (enjeu faible) et de vents violents. Néanmoins, la ZIP ne se trouve pas dans un périmètre réglementé vis-à-vis du risque inondation. On note aussi un risque de retrait-gonflement des argiles moyen et un potentiel radon de catégorie 3 au droit de la ZIP. Les risques naturels seront pris en compte dans la conception du projet et le planning de chantier. Les prescriptions du SDIS 39 seront respectées pendant toute la durée du projet (cf. Notice en annexe 8).
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	☐	☑	Le projet n'est pas de nature à engendrer des risques sanitaires. La phase de travaux peut générer un faible risque de pollution accidentelle. Des mesures préventives et curatives sont prévues.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐	☑	Non concerné

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	☑	☐	En phase de travaux, le trafic routier se limitera à la livraison des matériels. Le trafic sera ainsi très ponctuellement augmenté. En phase d'exploitation, le projet n'aura pas d'impact sur le trafic routier. Les interventions de maintenance n'auront lieu que deux à trois fois par an à l'aide d'un véhicule léger. Les chemins d'accès vers les habitations, les anciens vestiaires et cultures agricoles seront garantis accessibles à tout moment.
	Est-il source de bruit ?	☑	☐	Des émissions sonores typiques des chantiers seront produites en phase de travaux (utilisation d'engins, présence humaine...). En phase d'exploitation, les seuils réglementaires seront respectés.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☐	☑	Non concerné.
	Engendre-t-il des odeurs ?	☐	☑	Le projet n'engendrera pas d'odeurs.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐	☑	Non concerné.
	Engendre-t-il des vibrations ?	☑	☐	La phase chantier peut générer de faibles vibrations (mise en place de pieux battus, passage des engins) uniquement perceptibles par le personnel de chantier. La phase d'exploitation n'est pas concernée.
	Est-il concerné par des vibrations ?	☐	☑	Non concerné.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	☐	☑	Il n'y aura pas de travaux la nuit (et donc pas d'éclairage). Aucun éclairage permanent n'est prévu sur le site en phase d'exploitation. Le projet n'est source d'aucune émission lumineuse.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☐	☑	Non concerné.
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☑	☐	Les rejets dans l'air seront essentiellement liés aux émissions des engins de chantier (gaz à effet de serre principalement). Ils seront très limités dans le temps et en faible quantité. Des mesures seront mises en oeuvre : gestion environnementale de chantier, cahier des charges environnementales... En phase d'exploitation, le projet contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre par production d'une énergie verte (impact positif).
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	☐	☑	Le projet ne générera pas de rejets liquides. Des mesures préventives et curatives seront prévues (notamment un cahier des charges environnemental).
	Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	En cas de pollution accidentelle : vers les sols principalement.

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	☑	☐	Durant les travaux, une base-vie sera mise en place pour le personnel de chantier sur le site de construction. Les effluents produits seront essentiellement de type "rejets domestiques" et seront traités par le système d'assainissement du chantier. Les entreprises seront encouragées à favoriser la collecte séparative des urines. Durant la phase d'exploitation, aucun système d'assainissement ne sera présent sur site (aucun effluent produit).
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☑	☐	La phase de chantier produira des déchets inertes non dangereux et typiques de chantier (pièces d'usures, emballages, déchets ménagers...). Ces déchets seront collectés et triés dans des bennes dédiées, puis évacués afin d'être gérés ou valorisés dans les filières de traitement adaptées. La phase d'exploitation ne générera pas de déchets. Le démantèlement engendrera très peu de déchets en raison du caractère recyclable des éléments constituant la centrale.
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☑	☐	Le chantier modifiera temporairement le paysage (3-6 mois). La phase exploitation entraînera une modification à long terme, mais l'insertion paysagère (plantation de haies adaptées au territoire, composées d'essences locales, élaguées à 3 m, locaux s'insérant dans le paysage) réduira l'impact. Pas de visibilité possible avec le monument historique et le site inscrit les plus proches. Le risque de découverte fortuite est négligeable, néanmoins le projet fera l'objet d'un diagnostic d'archéologie préventive (prescriptions DRAC).
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☑	☐	Le projet est compatible avec le zonage d'urbanisme et le règlement écrit / graphique du PLUi. Il prévoit également une compatibilité avec une éventuelle activité agricole (cf. Notice en Annexe 8). L'occupation du sol n'a pas été modifiée car la procédure de déclassement pour autoriser la construction a déjà été réalisée par la collectivité.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

A ce stade, un autre projet photovoltaïque d'environ 5 MWc a été identifié en cours de développement sur le territoire communal. L'étude d'impact environnemental de ce projet est en cours. Les travaux relatifs à ce site seront réalisés plusieurs années après les travaux du présent projet.

Il n'existe pas d'impact cumulé en phase d'exploitation entre ces 2 projets, au regard de la topographie et de la végétation existante / à planter.

Aucun autre projet équivalent n'a été identifié dans un rayon de 5 km autour du projet.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

Sans objet.

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Les incidences sont décrites dans la Notice d'information en Annexe 8.

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

Les mesures sont décrites dans la Notice d'information en Annexe 8.

7 Auto-évaluation (facultatif)

ⓘ Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet constitue en la valorisation d'un site urbanisé : l'ancien terrain de football municipal. Il a fait l'objet d'un Appel à Manifestation d'Intérêt par la commune. Les principaux impacts seront temporaires (3 à 6 mois). Le projet sera soumis à diagnostic d'archéologie. En phase exploitation, la visibilité de la centrale sera limitée par les haies d'essences locales plantées, et la faible hauteur des structures. Les prescriptions du SDIS 39 seront respectées. Aucun impact n'est attendu sur les sites Natura 2000. Les anciens vestiaires seront maintenus en état (utilisés par les chasseurs + gîte potentiel). La transparence hydraulique sera respecté. La collectivité a délibéré favorablement pour le projet. Les impacts résiduels seront faibles / négligeables ; il ne semble donc pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale. Enfin, le projet aura un impact global positif (Autoconsommation Collective, réduction des émissions de GES, retombées fiscales pour la commune...).

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié**.	☑
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	☐
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	☑
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	☑
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	☑
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	☑
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☑

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou petitionaire

ⓘ Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

	Objet	
1	Photomontages en Annexe 7	☑
2	Notice d'information en Annexe 8	☑
3	9.3.1 Délibération favorable du conseil municipal de Thervay	☑
4	9.3.2 Prescriptions du SDIS 39	☑
5	9.3.3 Échanges mails avec le SDIS 39 pour validation du plan masse	☑

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☒

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

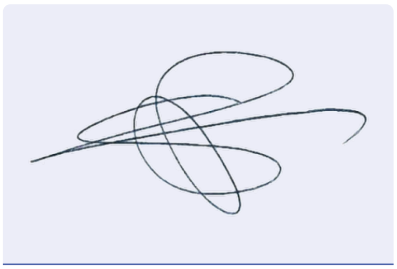
Nom PASQUINET

Prénom Séverine

Qualité du signataire Directrice Générale

À Montmelard

Fait le 24/02/2025



Signature du (des) demandeur(s)

2 ANNEXE 1 – Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage INCIDENCES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire
À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique					
Adresse					
Numéro		Extension		Nom de la voie	
Code Postal		Localité		Pays	
Tél			Fax		
Courriel	@				

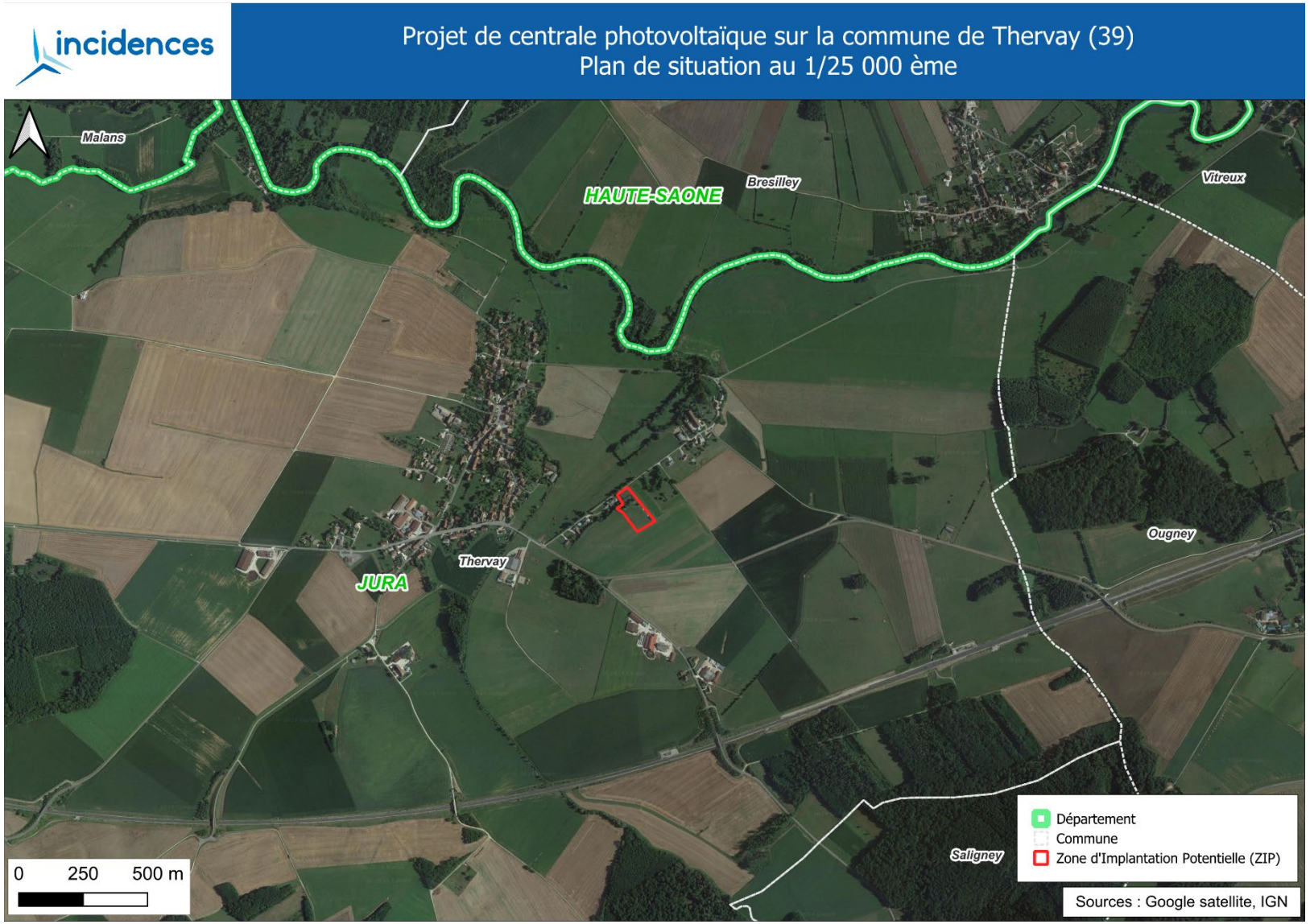
Personne morale					
Adresse du siège social					
Numéro	50	Extension		Nom de la voie	Rue Ray Charles
Code postal	3 4 0 0 0	Localité	MONTPELLIER	Pays	FRANCE
Tél	621801752		Fax		
Courriel	severine.pasquinet@incidences-enr.com				

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande			
Nom	DE RAMBUTEAU	Prénom	NICOLAS
Qualité	RESPONSABLE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL		
Tél	670876485	Fax	
Courriel	nicolas.derambuteau@incidences-enr.com		

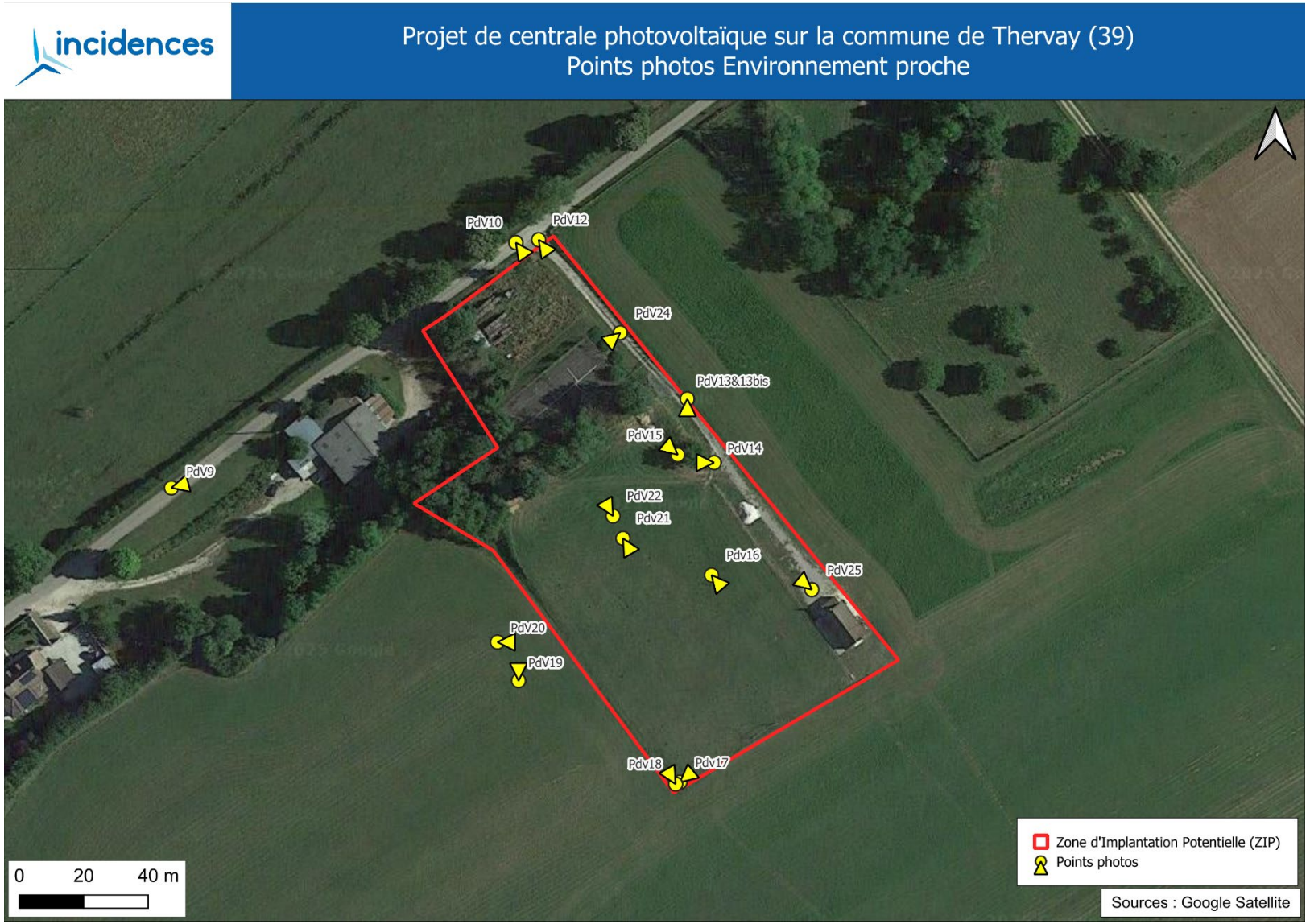
En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

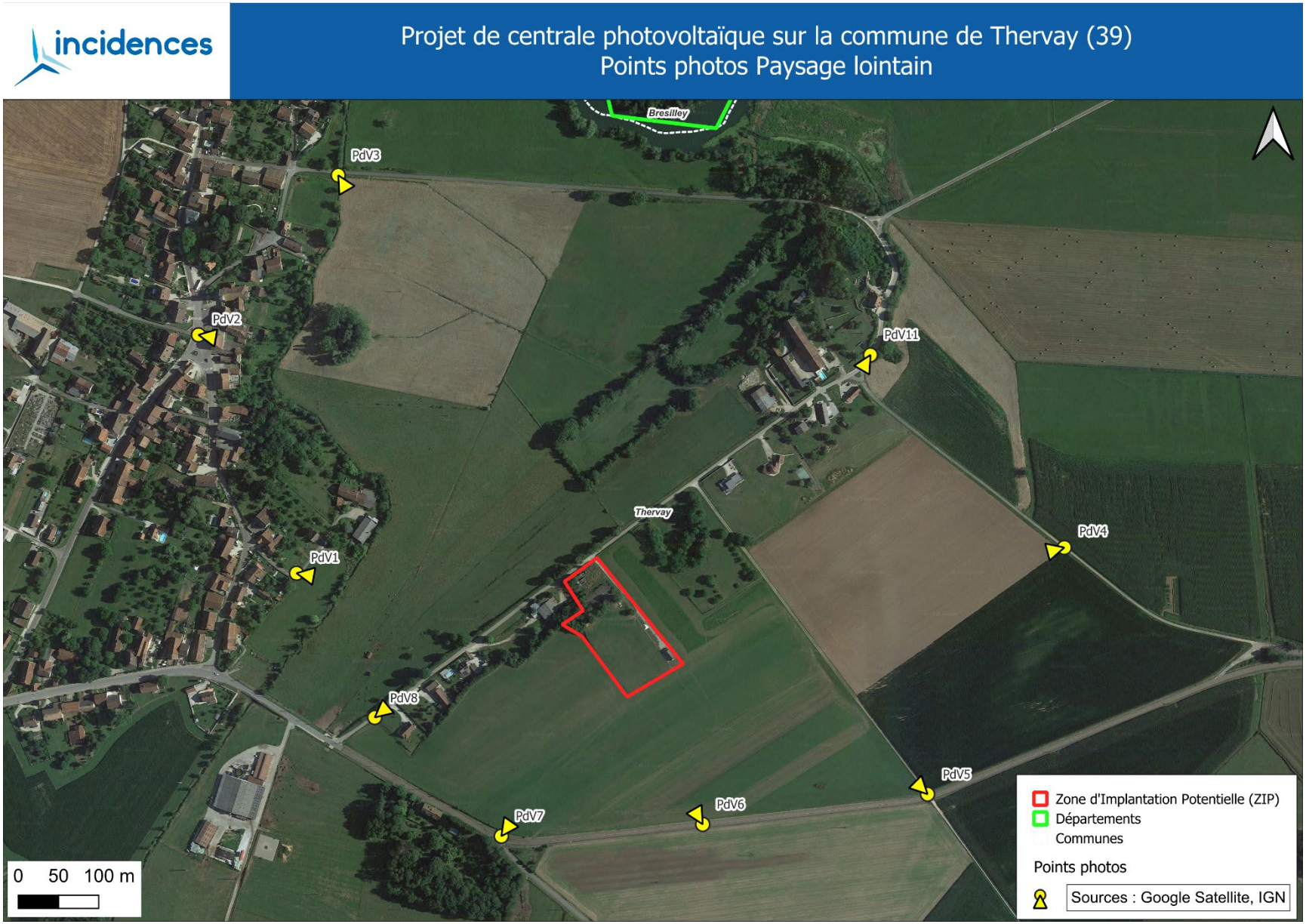
Co-maîtrise d'ouvrage

3 ANNEXE 2 – Plan de situation au 1/25 000ème



4 ANNEXE 3 – Photographies du site

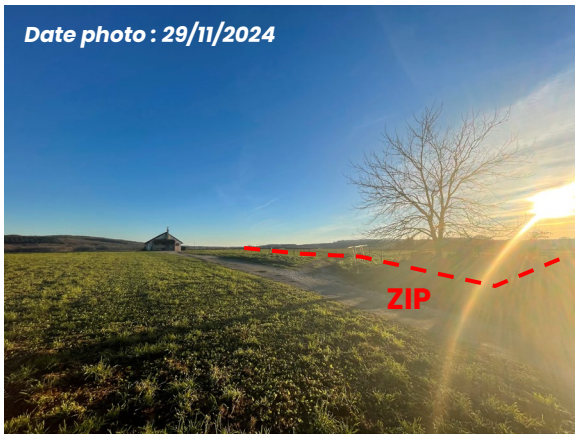



incidences
Projet de centrale photovoltaïque sur la commune de Thervay (39)
Points photos Paysage lointain
Bresilley
PdV3
PdV2
PdV1
PdV1:1
Thervay
PdV4
PdV8
PdV5
PdV6
PdV7
0 50 100 m
Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
Départements
Communes
Points photos
Sources : Google Satellite, IGN

Environnement proche

- Vues directes sur la zone d'implantation potentielle (dans l'ordre : point n°10, 13, 20, 25)





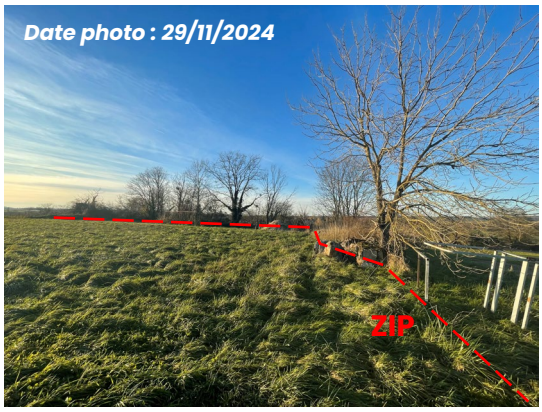




- Emplacement du futur portail d'accès (point n°13)



- Végétation existante aux abords de la parcelle (dans l'ordre : points n°14, 22)





- Terrain de tennis et anciens vestiaires maintenus (dans l'ordre : points n°24, 16)



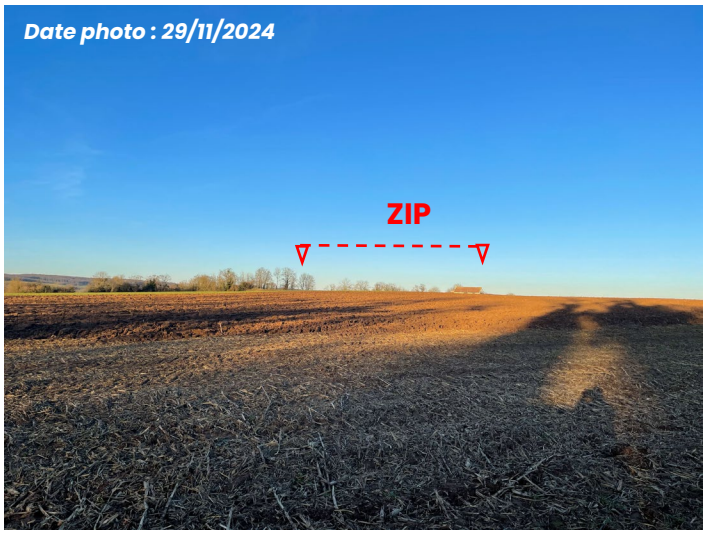


Paysage lointain

- Vues depuis la RD459 (dans l'ordre : points n°5, 6, 7) :



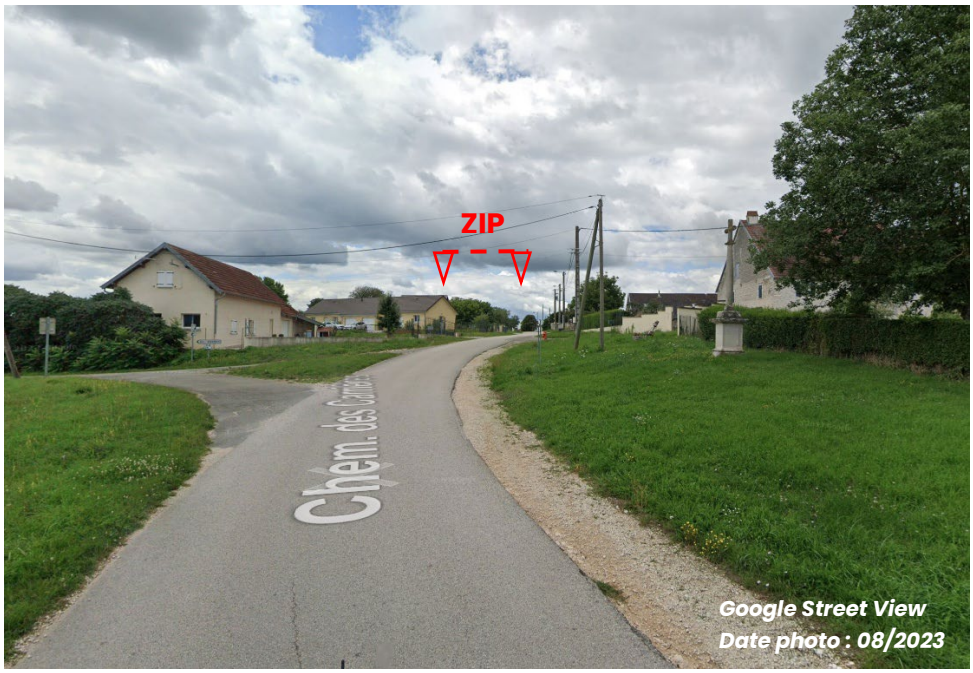




- Vue depuis le bas du village de Thervay (point n°1)



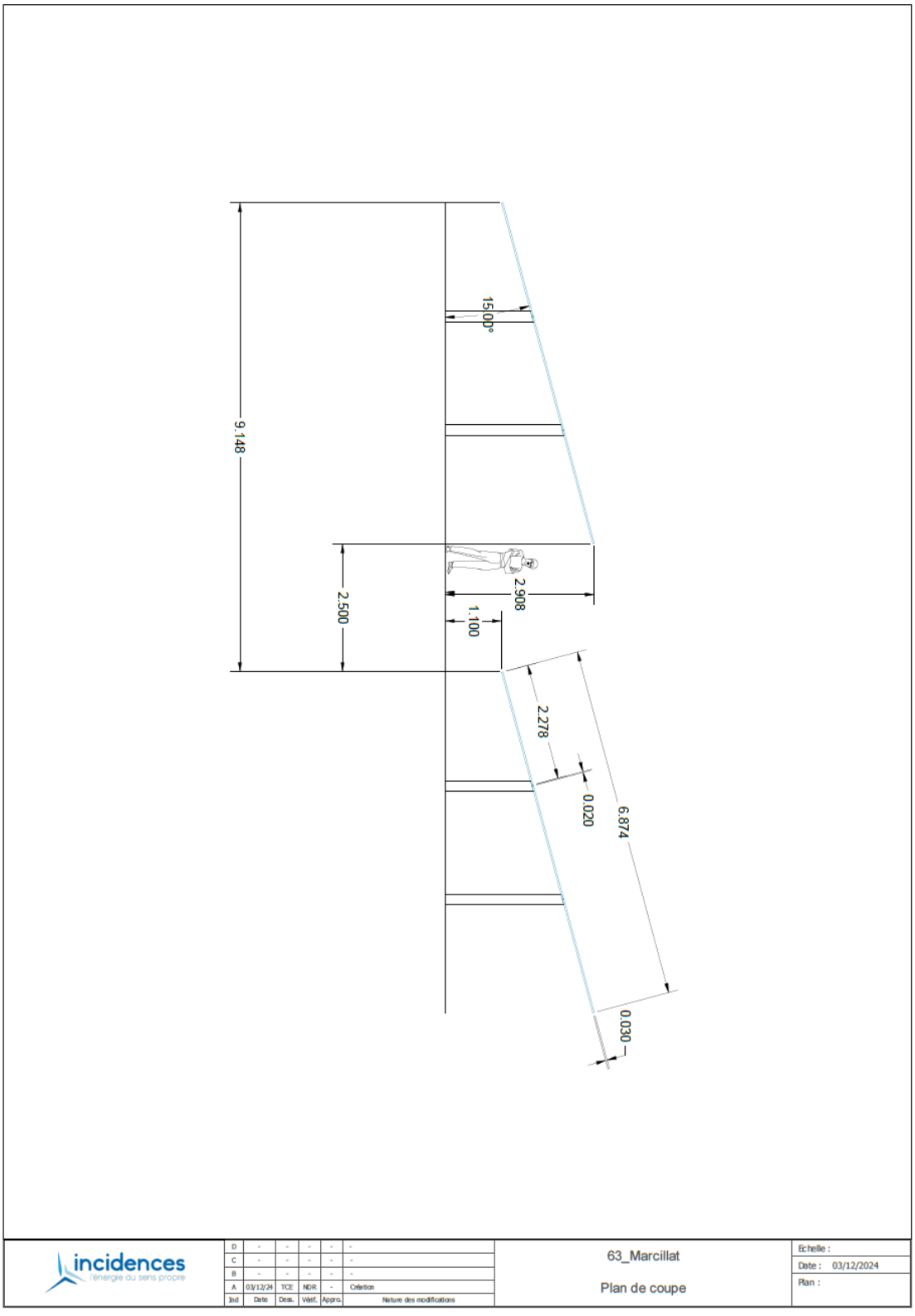
- Vue depuis les « Restes du Château de Balançon à Thervay » (point n°11) – **Absence de co-visibilité**

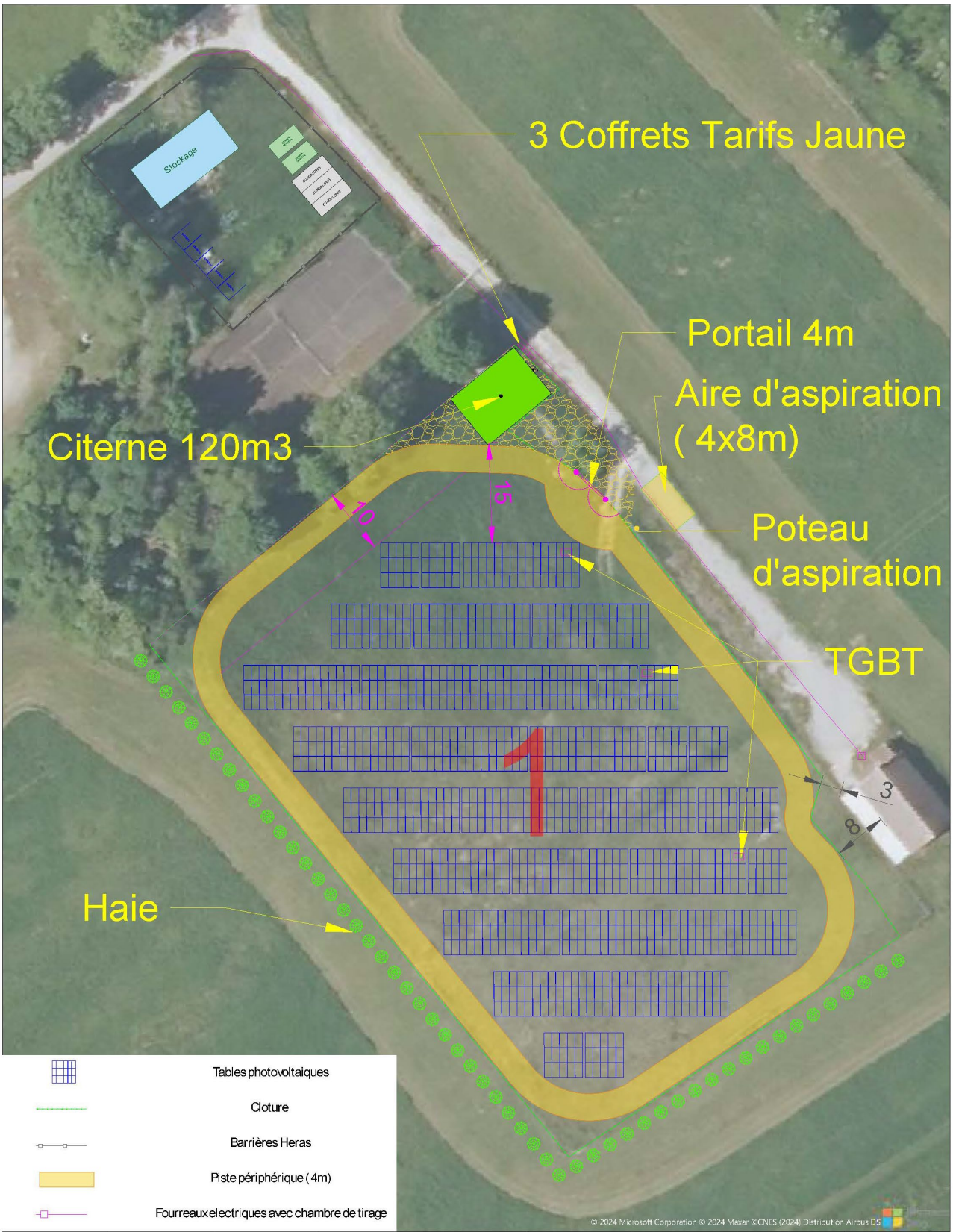


- Vue prise entre le monument historique inscrit « Fontaine » et l'église au centre du village de Thervay, en direction de la ZIP (point n°2) – **Absence de co-visibilité**



5 ANNEXE 4 – Plan du projet





No.	3V15	3V5	Modules	Module power, Wp	Avg. inner spc., m	Area, m²	Area coverage, %	Capacity, kWp
1	20	13	1095	590	2.500	5277.392	55.519	646.05

Ind	Date	Dess.	Vérif.	Appro.	Nature des modifications
G	06/02/25	TCE	NDR	-	deplacement aire aspiration
C	02/09/24	TCE	NDR	-	Ajout fourreaux et légende
B	19/08/24	TCE	NDR	-	Remplacement Ilot Nord par BV
A	-	TCE	NDR	-	Création

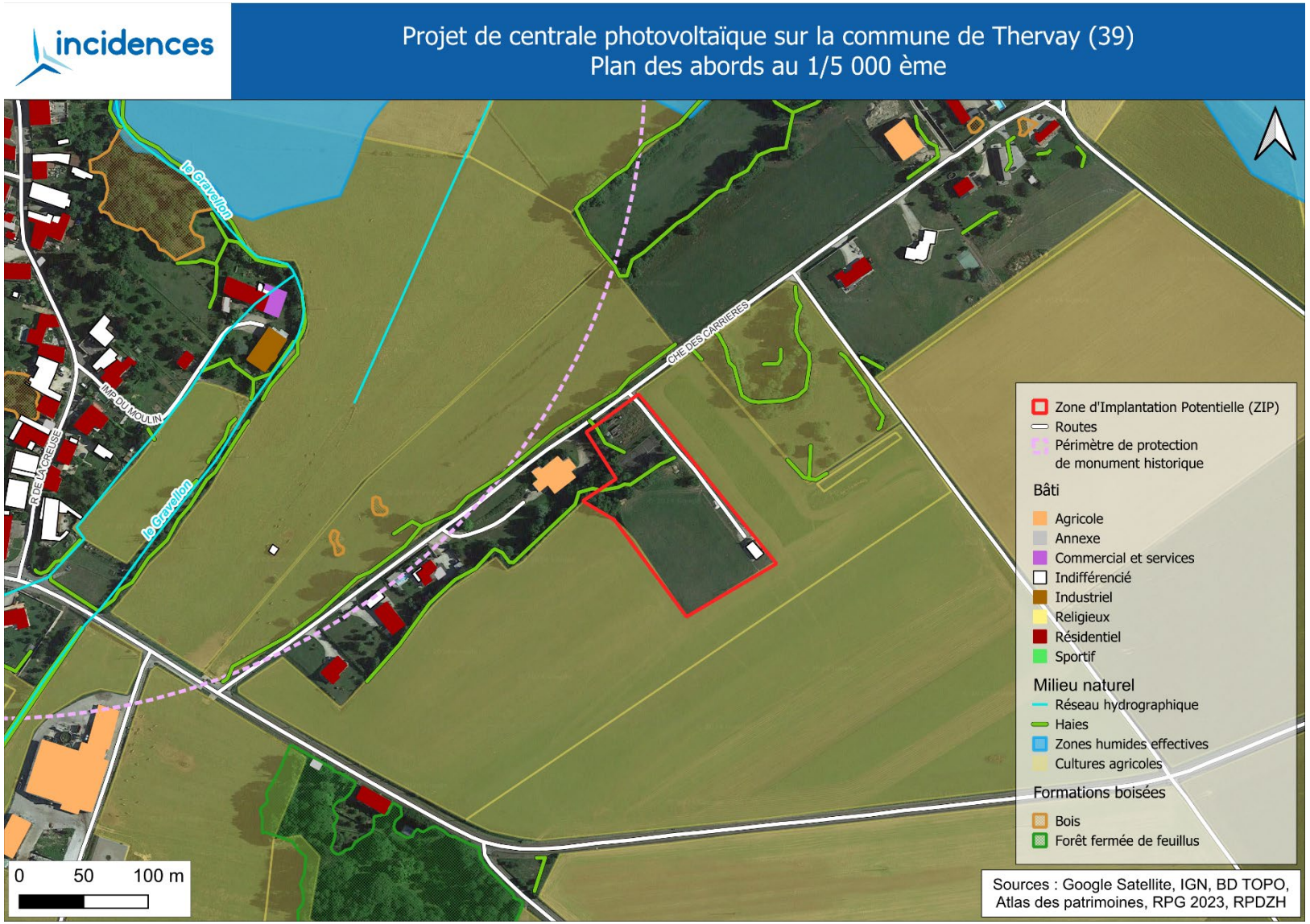
incidences l'énergie au sens propre

39_Thervay

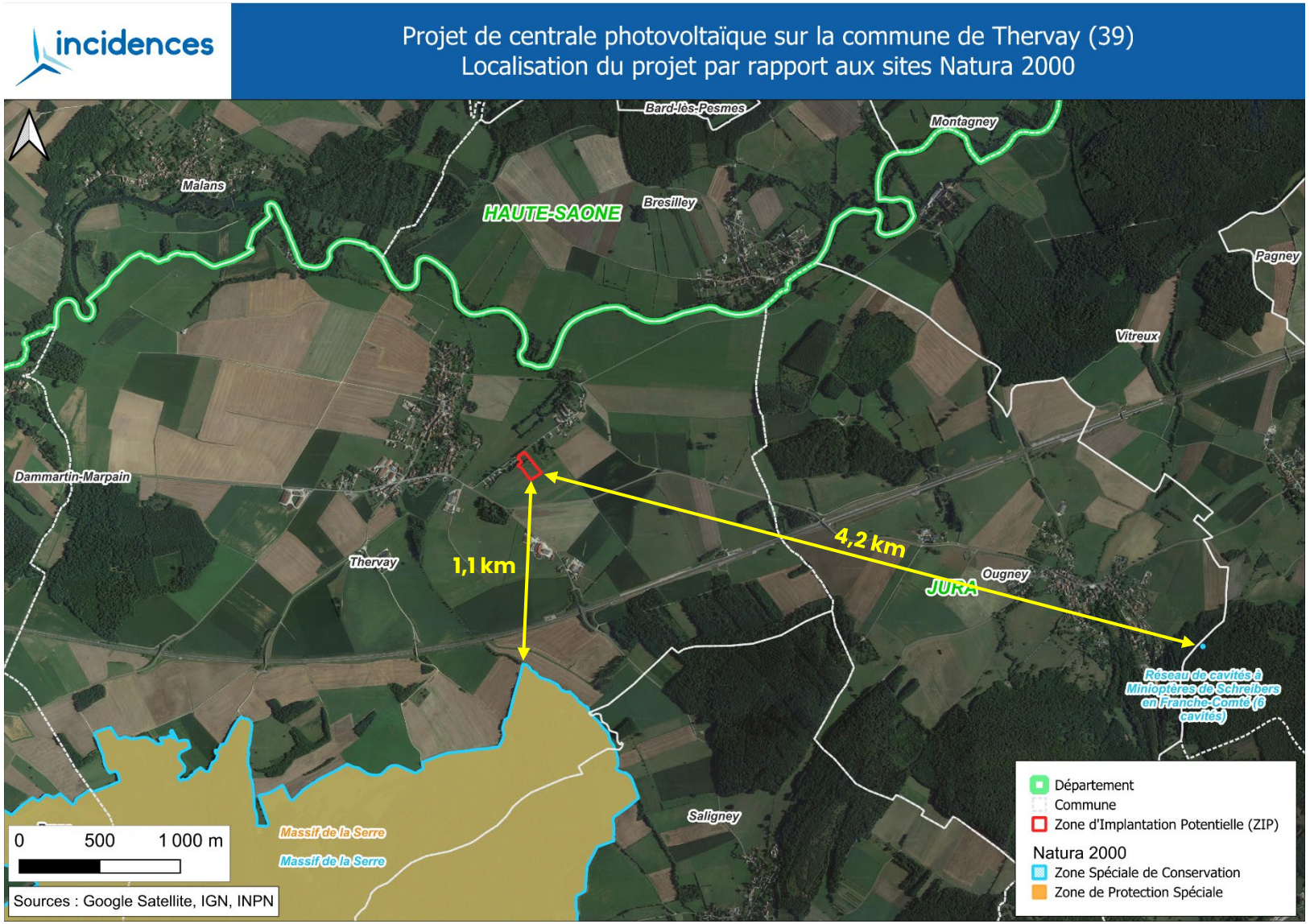
Plan d'implantation

Echelle : 1/500
Date : 19/08/24
Plan : plan

6 ANNEXE 5 – Plan des abords



7 ANNEXE 6 – Plan de situation Natura 2000



8 ANNEXE 7 – Photomontages



État initial – Photomontage du portail d'accès au site côté Est (Point n°13)



État Projet – Photomontage du portail d'accès au site côté Est
(Point n°13) sans insertion paysagère (source : Hoch studio – 2025)



État Projet – Photomontage du portail d'accès au site côté Est (Point n°13)
avec insertion paysagère au Sud et à l'Ouest (source : Hoch studio – 2025)



État initial – Photomontage depuis un chemin communal à l'Est du site (Point n°14)



État Projet – Photomontage depuis un chemin communal à l'Est du site (Point n°14) sans insertion paysagère (source : Hoch studio – 2025)



État Projet – Photomontage depuis un chemin communal à l'Est du site (Point n°14)
avec insertion paysagère au Sud et à l'Ouest (source : Hoch studio – 2025)



État initial – Photomontage depuis la RD459 au Sud du site (Point n°6)



État Projet – Photomontage depuis la RD459 au Sud du site (Point n°6) sans insertion paysagère (source : Hoch studio – 2025)



État Projet – Photomontage depuis la RD459 au Sud du site (Point n°6)
avec insertion paysagère au Sud et à l'Ouest (source : Hoch studio – 2025)

9 ANNEXE 8 – Notice d'information

Table des matières

9.1. DESCRIPTION DU PROJET 40
9.1.1. Contexte 40
9.1.2. Présentation du maître d'ouvrage – INCIDENCES 40
9.1.3. Localisation 40
9.1.4. Objectifs 42
9.1.5. Caractéristiques techniques 42
9.1.6. Déroulement du projet 52
9.1.7. Cadre réglementaire 54
9.1.8. Documents d'urbanisme & de planification 55
9.2. DEMARCHE ERC : DE LA PROSPECTION A L'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE 59
9.2.1. Méthode 59
9.2.2. Enjeux évités en phase amont 61
9.2.3. Évaluation des incidences potentielles du projet sur l'environnement & mesures ERC 62
9.2.4. Focus sur les enjeux associés aux ZNIEFF « Prairie humide de Bresilley et Thervay » et « Vallée de l'Ognon de Moncley à Pesmes » 71
9.2.5. Conclusion 73
9.3. ANNEXES 74
9.3.1. Délibération communale en faveur du projet de centrale photovoltaïque 74
9.3.2. Prescriptions du SDIS 39 75
9.3.3. Échanges mails avec le SDIS 39 pour validation du plan masse 77

9.1. Description du projet

9.1.1. Contexte

Depuis l'été 2024, la commune de Thervay travaille avec la société INCIDENCES à **valoriser ce foncier inutilisé**, en s'intéressant à un **projet d'intérêt collectif** qui permettrait de partager la valeur créée au profit de ses riverains. Sachant que le foncier est **communal** et qu'il s'agit d'un « bien privé n'accueillant pas de public », le conseil municipal a émis le souhait de mettre à disposition d'un opérateur photovoltaïque la totalité de l'emprise, située au Nord du territoire communal, pour y installer et exploiter une **centrale photovoltaïque**.

Plusieurs **réunions avec une partie du conseil municipal** ont été organisées : une première le 1er août 2024 et une seconde pour l'approbation du projet, le 11 novembre 2024. Aussi, une **réunion sur site** avec M. Depraz, président de l'**association de chasse** communale qui utilise les anciens vestiaires présents sur le site du projet, a été organisée le 4 octobre 2024.

La société INCIDENCES a été choisie au travers d'une mise en concurrence publiée par la commune de Thervay, le 20 septembre 2024, sur le site Panneau Pocket. Cette mise en concurrence, d'une durée de plus d'1 mois, a permis à la collectivité de choisir la société INCIDENCES pour accomplir toutes les étapes de ce projet de centrale photovoltaïque, depuis la phase de développement jusqu'au démantèlement, en passant par la construction et l'exploitation du site pour une durée minimale de 30 ans.

Pour se faire, la société INCIDENCES a signé une promesse de bail emphytéotique, le 15 novembre 2024, après avoir reçu la délibération municipale datant du 11 novembre 2024 (cf. Annexe 9.3.1). La société INCIDENCES a également retenu pour ce projet, la valorisation de la production électrique en circuit-court, sous la forme d'une boucle d'Autoconsommation Collective (ACC). Ce modèle correspond avant tout à un projet d'intérêt collectif : l'électricité produite sera renouvelable, locale et consommée en circuit-court. Enfin, le projet a été conçu en tenant compte des enjeux identifiés sur le site à savoir : qualité paysagère, environnementale et préservation de l'écosystème existant.

9.1.2. Présentation du maître d'ouvrage – INCIDENCES

Productrice d'électricité verte à partir de ressources renouvelables sur le territoire national, la société INCIDENCES a été créée en février 2022 par trois anciens dirigeants d'EDF Renouvelables. Elle dispose d'un savoir-faire reconnu, lui permettant d'identifier des projets de centrales photovoltaïques et de mener à bien leur **développement**, leur **financement**, leur **construction** et leur **exploitation**. Elle a pour particularité d'**innover** et de **développer** des **projets sur mesure à partir des besoins des territoires et de leurs acteurs socio-professionnels.**



9.1.3. Localisation

La Zone d'Implantation Potentielle (ZIP) correspond à un **ancien terrain de football municipal** appartenant à la commune de **Thervay** (cf. Figure 1), située dans le département du Jura (39), en région Bourgogne-Franche-Comté. Plus précisément, la ZIP se situe au Nord-Est de la commune, le long du chemin des Carrières, au lieu-dit « les Craies » selon le cadastre.

La parcelle cadastrale concernée est la **numéro 67, section YT au lieu-dit « Les Craies »** (cf. Figure 2).

La surface totale de cette parcelle est de **11 911 m²** pour une surface disponible clôturée qui sera de **6 754 m²**.

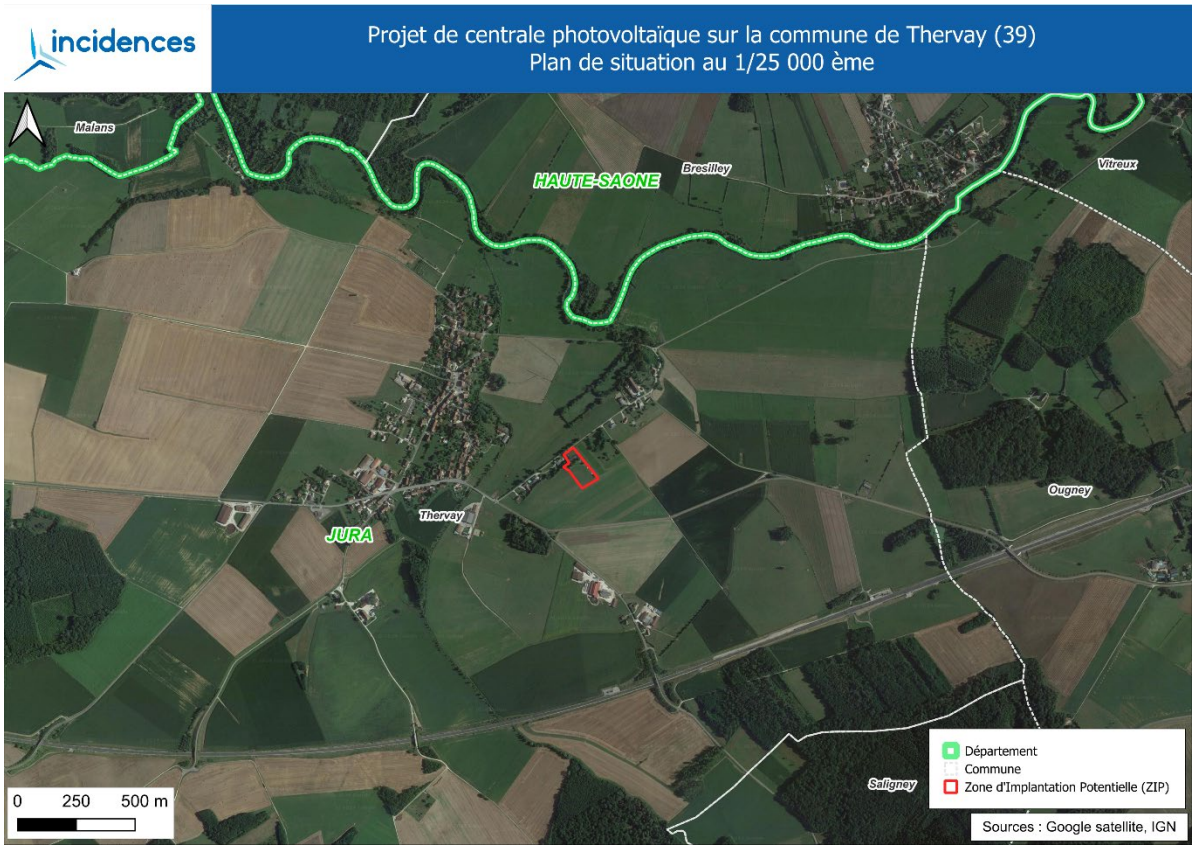


Figure 1 : Plan de situation au 1/25 000ème de la ZIP

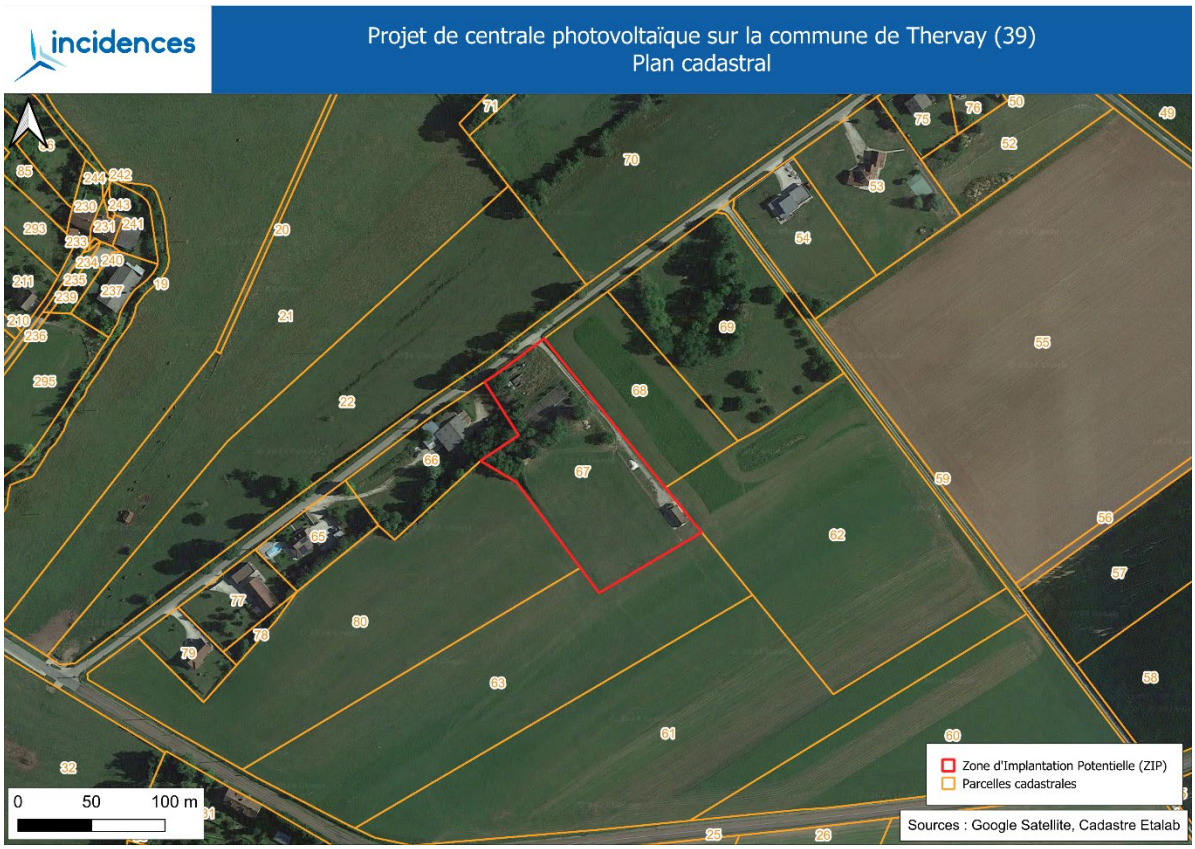


Figure 2 : Plan cadastral au droit de la ZIP

9.1.4. Objectifs

Le projet a pour objectif l'installation d'une **centrale de production d'énergie photovoltaïque** en lieu et place de l'ancien terrain de football municipal, à proximité immédiate d'un terrain de tennis, un espace déjà **urbanisé**.

Ce **projet d'intérêt collectif** s'intègre dans une stratégie territoriale menée par le conseil municipal depuis plusieurs années, et dont l'objectif est le partage d'une **électricité verte à l'échelle de la commune de Thervay**. L'électricité produite à partir de l'énergie solaire sera revendue en **Autoconsommation Collective (ACC) et en revente directe**. La production envisagée est d'environ **818 MWh/an**. Ce projet contribuera donc à **l'accroissement de la part des énergies renouvelables** dans la production d'électricité locale et la **réduction des émissions de gaz à effet de serre**.

Les avantages associés à ce projet sont de :

- Répondre à un besoin communal ;
- Valoriser un terrain non utilisé et source uniquement de coûts pour la collectivité ;
- Valoriser la production d'énergies renouvelables sous la boucle d'une Autoconsommation Collective (ACC) ;
- Proposer la fourniture d'une électricité renouvelable à un prix compétitif pour les consommateurs locaux ;
- Générer des retombées fiscales pour la commune ;
- Agir pour le développement des énergies renouvelables, un objectif inscrit dans la Loi ;
- Permettre à la commune de contribuer à la démarche de transition écologique, en participant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et donc indirectement à la lutte contre le réchauffement climatique.

9.1.5. Caractéristiques techniques

9.1.5.1. Solution retenue

Après **prise en compte des enjeux environnementaux** identifiés sur le site, afin de les éviter dans la mesure du possible (cf. chapitre 9.2.2), le design final de la centrale photovoltaïque présente les caractéristiques suivantes :

- Emprise clôturée (surface utile) : **6 754 m²**
- Technologie de fixation : les **pieux battus** seront privilégiés (à confirmer par l'étude géotechnique)
- Puissance installée : **699 kWc**
- Production annuelle estimée : **818 MWh**
- Équivalent consommation électrique annuelle : **350 habitants**
- Émissions de CO_2 évitées : **environ 65 T / an**
- Longueur de haies à planter : **environ 160 m**
- Hauteur des haies : **élagage à environ 3 m**
- Prise en compte du risque incendie : **prescriptions SDIS 39 (cf. chapitre 9.1.5.6), citerne incendie de 120 m³**
- Longueur du raccordement externe (réseau de distribution) : **350 m**
- Nombre de tables : **33**
- Nombre de panneaux PV : **1 185 (garde au sol de 1,10 m et hauteur maximale de 2,90 m)**
- Surface projetée des panneaux PV : **3 022 m²**
- Espacement entre les panneaux PV : **2 cm**
- Inclinaison des panneaux PV : **15°**
- Distance entre 2 lignes de panneaux PV : **2,50 m**
- Hauteur des panneaux PV : **2,90 m**
- **3** postes de livraison (**3 x 1 m²**)
- **3** tableaux généraux basse tension (**3 x 1,50 m²**)
- **1** piste de circulation interne (**4 m de large**)
- **1** clôture de délimitation (**2 m de haut**)
- **1** portail d'accès (**4 m de large x 2 m de haut**)

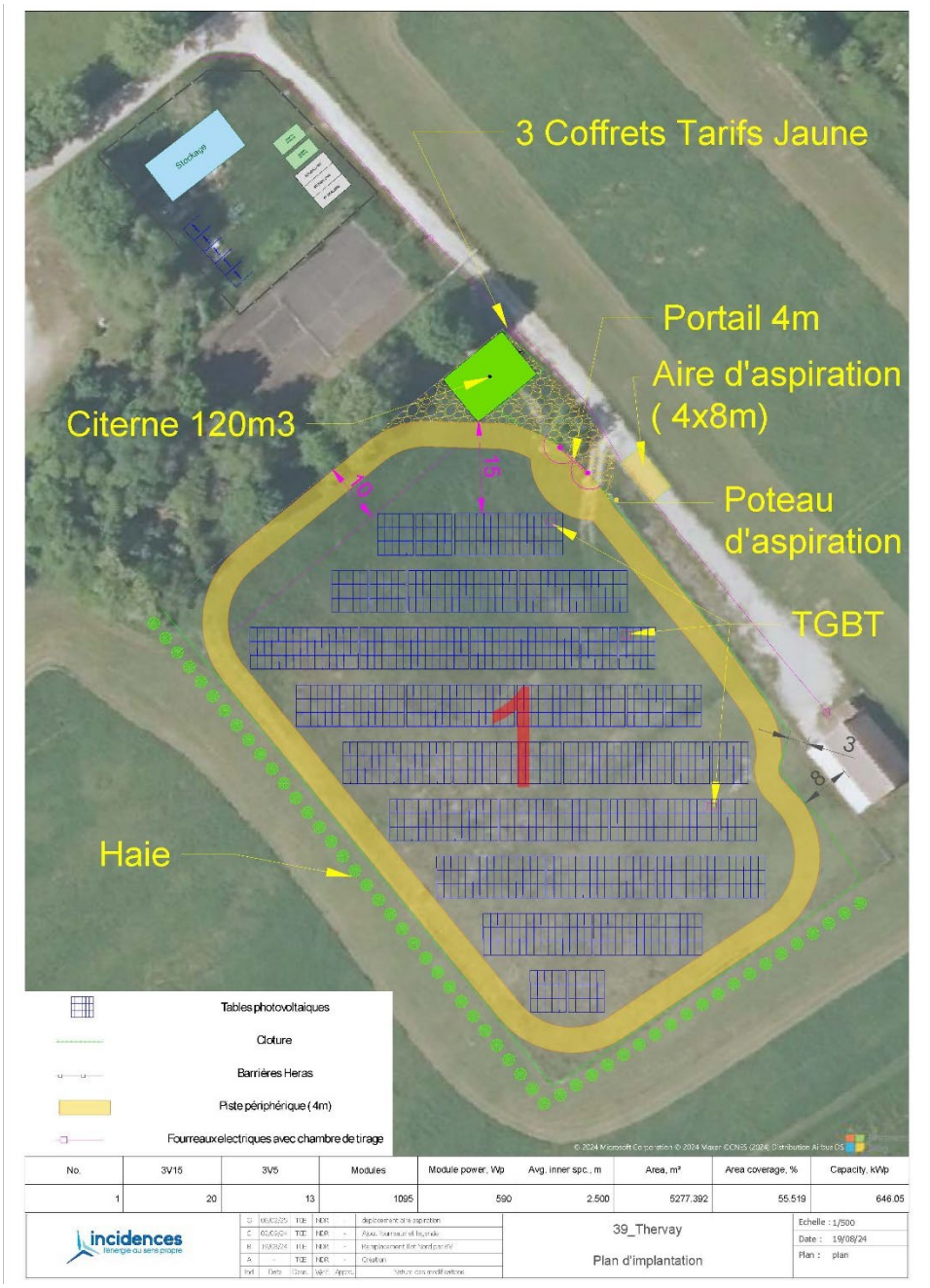
Le projet ne comprend **pas de démolition, ni de nivellement**. La topographie étant suffisamment plane pour le projet, **aucun travail de terrassement** ne sera réalisé.

Les anciens vestiaires seront **maintenus en l'état** et pourront **continuer d'être utilisés par l'association de chasse locale**. En effet, un **retrait de la clôture** a été **intégré au projet** pour permettre aux chasseurs de continuer d'accéder à ces vestiaires.

Les **cages et les barrières** détériorées seront **retirées et traitées en filière adaptée**.

Des **haies arbustives** constituées d'**essences locales** seront plantées côté Ouest et Sud, afin de **limiter les vues** vers le projet, notamment au droit de la **RD459**.

En raison de la **présence de vestiges archéologiques** à proximité du site, et suite à la **consultation de la DRAC** en janvier 2025, le projet sera soumis à **diagnostic d'archéologie préventive**.



No.	3V15	3V5	Modules	Module power, Wp	Avg. inner spc., m	Area, m²	Area coverage, %	Capacity, kWp
1	20	13	1095	590	2.500	5277.392	55.519	646.05

Figure 3 : Plan d'aménagement de la centrale photovoltaïque

9.1.5.2. Équipements photovoltaïques envisagés

Une centrale photovoltaïque est composée de **plusieurs équipements** :

- De panneaux PV et de structures métalliques pour les soutenir ;
- D'un réseau électrique comportant plusieurs postes de conversions (onduleurs) ;
- De câbles et de postes de livraison pour le raccordement au réseau de distribution ;
- De chemins d'accès et d'une clôture pour sécuriser et entretenir le site ;
- De moyens de télécommunication afin de contrôler la centrale à distance pour des besoins de maintenance.

Le choix du matériel présenté dans les sous-chapitres suivants est donné à titre indicatif et au regard de l'état du marché photovoltaïque à la date de rédaction du présent document. Le choix final du matériel sera présenté et discuté avant le financement du projet.

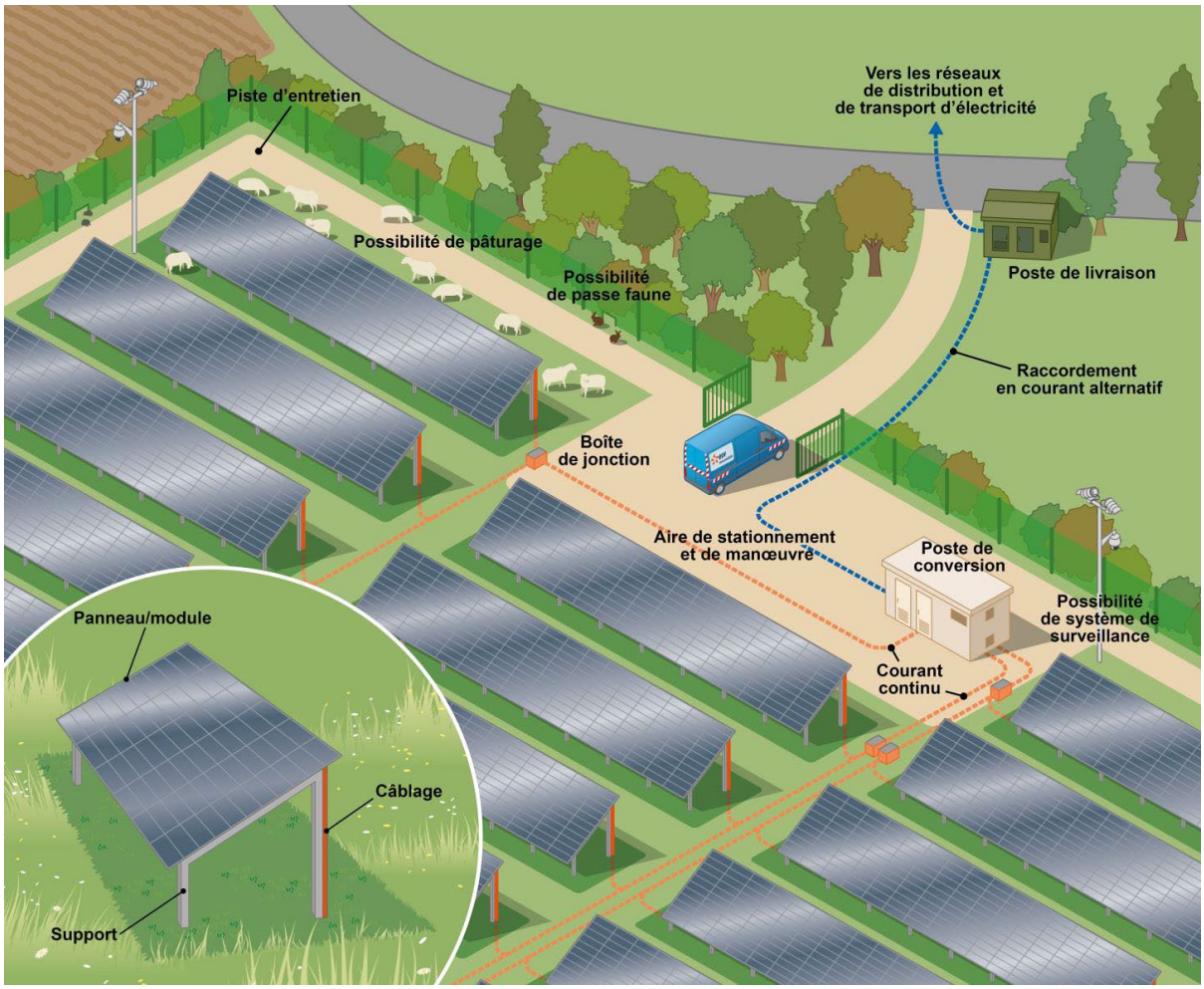


Figure 4 : Schéma de principe d'une centrale photovoltaïque (source : Guide de l'étude d'impact pour les installations photovoltaïques au sol, 2011)

Tous ces équipements se doivent de répondre aux **certifications requises par les normes en vigueur** :

- NFC 13-100 : Installations alimentées en haute-tension (HTA) ;
- NFC 15-100 : Installations électriques à basse-tension (BT) ;
- NFC 15-712-1 : Installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau de distribution.

9.1.5.2.1. Panneaux PV & structures

Les **panneaux PV** seront supportés par des **charpentes métalliques** (poteaux / poutres / pannes) galvanisées à chaud. Des bureaux d'études spécialisés (en structure et géotechnique) seront missionnés afin de déterminer les sections des fondations et éléments de charpente les plus adaptés.

Les structures les plus adaptées pour supporter les panneaux PV seront ancrées dans le sol par la **méthode des pieux battus** (profondeur moyenne de 1 à 3 m). Le battage mécanique des pieux n'entraine **pas d'excavation** du sol et ne produit **pas ou peu de matériaux en déblais**. Cette méthode sera privilégiée dans le cadre du projet et selon les résultats de l'étude géotechnique.

Ces structures seront **orientées vers le Sud** afin d'optimiser la production d'énergie solaire. L'avantage de cette solution est d'allier **moindre coût avec un faible besoin de maintenance**.

À noter que les structures **s'adaptent à la topographie**, ce qui permet d'éviter les terrassements trop importants.





Figure 5 : Exemples de structures fixes et fondations par la méthode des pieux battus

9.1.5.2.2. Onduleurs

Les onduleurs ont pour fonction de **convertir le courant continu** fourni par les panneaux PV **en un courant alternatif** utilisé par le réseau électrique français et européen. Ce sont donc des équipements indispensables au fonctionnement de la centrale.

Les onduleurs seront installés de manière **décentralisée** (directement fixés aux tables).

9.1.5.2.3. Postes de livraison, tableaux généraux basse tension & câblage

Trois **postes de livraison** de 1 m² seront mis en place à l'entrée du site. Ils permettront :

- La sécurité de l'installation électrique ;
- Le relevé de la production électrique.

Ces locaux techniques seront conçus de façon à se **confondre dans l'environnement** afin de faciliter leur intégration paysagère.

Les câbles reliant les postes de livraison aux trois **Tableaux Généraux Basse Tension** seront **enfouis** à une profondeur de 0,80 m dans des fourreaux.

Ces postes et tableaux comprendront tous les accessoires de sécurité exigés par les **normes** (extincteur 6 L, gants isolants, affiches réglementaires extérieures et intérieures…) et notamment l'ensemble des équipements exigibles par la norme NFC15-100.

9.1.5.2.4. Raccordement

Le raccordement de la centrale photovoltaïque se fera sur un poste HTA / BT du **réseau public de distribution** situé à proximité du site. Ainsi, l'opération de raccordement sera menée par le gestionnaire du réseau, **Enedis**, qui en sera le maître d'ouvrage. Les câbles souterrains seront la propriété du gestionnaire de réseau. C'est ce dernier qui choisira le tracé du raccordement selon des caractéristiques techniques et économiques qui lui sont propres.

Par ailleurs, **le tracé du raccordement définitif ne peut être connu** qu'à l'issue de l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives du projet et que lorsque la convention de raccordement sera finalisée par Enedis.

Les **routes et chemins seront utilisés en priorité** et le raccordement s'effectuera **en souterrain** le long des voies existantes.

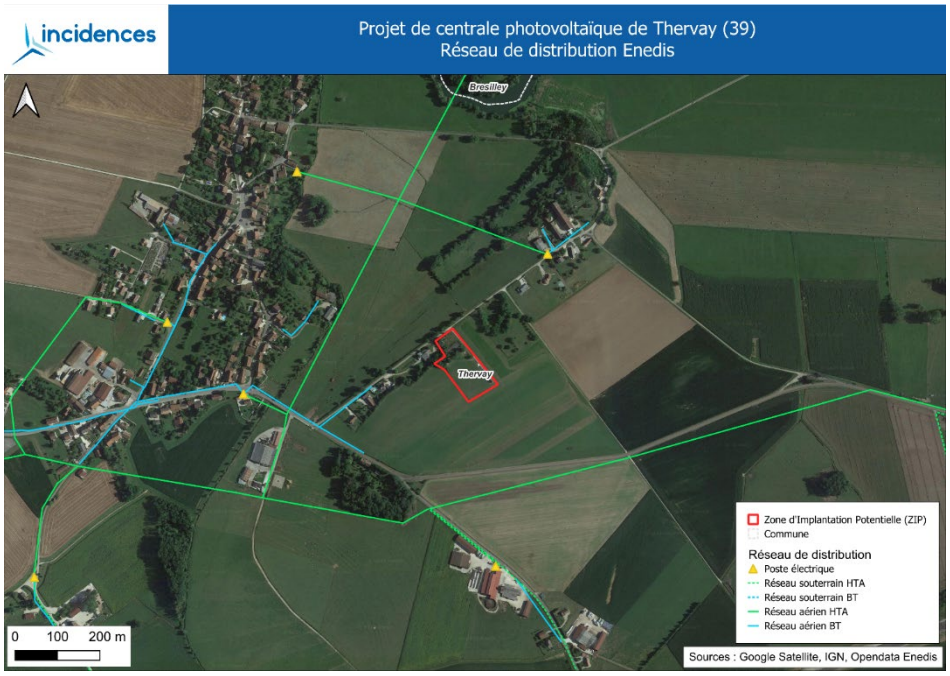


Figure 6 : Positionnement de la ZIP par rapport au réseau de distribution Enedis

9.1.5.3. Traitement des abords & accès

9.1.5.3.1. Clôture & portail

Dans le cadre de la fermeture et sécurisation du site, une **clôture verte grillagée en métal galvanisé** sera créée tout autour. D'une hauteur de 2 m, elle sera équipée de **passages pour la petite faune**. Des **haies arbustives** seront également disposées sur les abords du site présentant des enjeux paysagers (cf. chapitre 9.1.5.7).

Il est envisagé de rendre le site accessible par un **portail** à deux ventaux de 4 m de largeur par 2 m de hauteur. Cette entrée permettra l'**accès aux véhicules** nécessaires à la maintenance de la centrale, mais aussi aux véhicules d'intervention en cas d'accident ou d'incendie (pompiers…).



Figure 7 : Exemple de passage pour la petite faune (source : EDF Renouvelables)

9.1.5.3.2. Pistes

Une **piste « lourde » de circulation de 4 m de large** sera aménagée au sein de l'enceinte clôturée du site, afin de permettre le passage des équipes de maintenance, ainsi que de celles du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 39) en cas d'incendie.

9.1.5.4. Artificialisation et gestion des eaux pluviales

Le site ne se trouve pas dans un zonage réglementé vis-à-vis du risque inondation. **Les eaux de pluies s'écouleront naturellement** du fait de :

- L'inclinaison (15°) et la hauteur au point bas (1,10 m) des panneaux PV ;
- L'espacement entre les panneaux PV (2 cm) et celui entre 2 lignes de panneaux PV (2,50 m) ;
- La présence de pieux battus très ponctuels (solution privilégiée) ;
- La présence d'une clôture grillagée assurant la transparence hydraulique ;
- La conservation de l'enherbement au sol ;
- L'absence de revêtement imperméable sur le site (notamment au niveau des pistes).

Le projet dans sa globalité n'entraînera **aucune modification des écoulements**. Les travaux feront l'objet de mesures de **prévention du risque** de dispersion de matières en suspension (par exemple : bottes de paille). En phase d'exploitation, un **suivi de la repousse végétale** et de **l'absence de création de ravinements** sera réalisé.

Conformément à l'arrêté du 29 décembre 2023 définissant les caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d'espace naturels, agricoles et forestiers, **le projet dans sa globalité n'entraînera aucune artificialisation des sols et donc aucune modification des écoulements**.

9.1.5.5. Gestion du risque de pollution accidentelle

Durant la phase de travaux, des systèmes générant la production d'électricité (ex. groupes électrogènes) et des engins de chantier seront utilisés par le personnel de chantier. Le risque de pollution accidentelle (hydrocarbures et huiles) sera géré via l'utilisation de **bacs de rétention** (mesure préventive). En cas de nécessité, des **kits antipollution** seront présents sur site et à proximité de chaque engin (mesure curative). Les fluides collectés seront acheminés vers les **centres de traitement adaptés**. Le personnel sera également **formé et sensibilisé** sur les risques et l'environnement. Pour éviter tout risque de pollution accidentelle, le planning des travaux sera **adapté en fonction des conditions météorologiques**.

En phase d'exploitation, **le risque de pollution accidentelle est négligeable** (absence de substance polluante sur site). Seules les opérations de maintenance feront l'objet de mesures préventives et curatives (maintenance des panneaux PV, élagage des haies végétales, circulation sur la piste interne…).

9.1.5.6. Prise en compte du risque incendie

Le risque incendie est **bien présent** dans le département du Jura, notamment au droit des **massifs boisés** (cf. Dossier Départemental des Risques Majeurs ou DDRM 39). Ce risque est d'autant plus important avec les effets du **changement climatique** qui s'accentuent, notamment la sécheresse qui s'étend chaque année en termes de surface et de durée.

La commune de Thervay n'est cependant **pas identifiée comme à risque de feux de forêt** d'après le DDRM 39. D'autre part, compte tenu de la **faible couverture forestière** aux alentours immédiats de la ZIP, le risque incendie est considéré comme **faible, voire négligeable sur la ZIP**.

Le **SDIS 39 a fait l'objet d'une consultation** par mail, ainsi que d'une présentation auprès de leur service au mois de décembre 2024. Les **prescriptions standardisées** liées à l'accessibilité des secours et à la défense incendie pouvant concerner le projet sont essentiellement (**liste exhaustive** en Annexe 9.3.2.) :

- L'accessibilité du site aux engins de secours doit être assurée par une « voie engins » d'une largeur d'au moins 3 mètres, une hauteur libre minimum de 3.50 mètres, garantissant le passage d'un véhicule poids-lourd d'au moins 16 tonnes, avec possibilité de retournement en bout de chemin sur l'ensemble du site ;
- Créer à l'intérieur du site des voies de circulation d'une largeur de 4 m, stabilisées et débroussaillées, permettant de quadriller le site (rocades et pénétrantes) ;
- Réaliser des aires de retournement pour les voies en impasse dont la longueur est supérieure à 60 mètres ;
- Permettre, au moyen d'une voie périphérique externe au site d'une largeur d'au moins 3 mètres, l'accès continu des engins de lutte contre l'incendie à l'interface entre le site et l'environnement ou les tiers ;
- Le dimensionnement minimum à respecter en matière de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) est de 60 m^3/h pendant 2 heures ou 120 m^3 disponible instantanément à 350 mètres au maximum des tables de panneaux PV les plus éloignées ;
- Permettre l'ouverture permanente du portail d'entrée (d'une largeur utile supérieure ou égale à 3 m) dans le site par un dispositif d'ouverture validé par le SDIS ;
- Débroussailler jusqu'à 10 mètres autour du site et évacuer les produits de débroussaillement, en cas de contrainte paysagère visant à masquer ou à limiter l'impact visuel de la centrale, il convient d'implanter des essences d'arbres pyrorésistantes.

L'une des prescriptions relative à la **piste périphérique externe** a fait l'objet d'un échange par visioconférence avec les services du SDIS 39, le 17 décembre 2024, afin de permettre à la société INCIDENCES d'installer une seule piste interne de **4 m de large**. Cette modification a été **validée** par le SDIS 39 au regard de l'absence d'enjeu « feu de forêt » sur le site, et des modalités de gestion de la végétation proposées dans le cadre du projet (cf. chapitre 9.1.5.7).

Par la suite, des **échanges mails** (cf. Annexe 9.3.3) ont été réalisés avec le SDIS 39 afin de **valider le plan masse** présenté au chapitre 5. Des **modifications itératives** ont été réalisées concernant les points suivants :

- Afin d'éviter la coupe d'arbres, les tables ont été déplacées pour laisser un espace libre de 10 m par rapport à la végétation existante au Nord ;
- L'aire d'aspiration et le poteau d'aspiration ont été rajoutés sur le plan masse comme précisé dans les fiches techniques du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Jura ;
- La citerne a été déplacée de façon à répondre aux prescriptions du SDIS 39 et aux enjeux de sécurité des personnes.

Ainsi, les prescriptions du SDIS 39 telles qu'elles seront définies dans le cadre de l'instruction de la déclaration préalable seront respectées.

9.1.5.7. Insertion paysagère & gestion de la végétation

9.1.5.7.1. Échelle du grand paysage

Le département du Jura se situe au croisement entre les deux entités géologiques de la plaine de la Bresse et de la Chaîne montagneuse du Jura.

D'après l'Atlas des Paysages de Franche Comté (2001, mis à jour en 2023), le département du Jura se répartit en 9 unités paysagères, dont « La Plaine Doloise » **où se situe le projet**.

La Plaine Doloise, traversée par le Doubs, est limitée au Nord par l'Ognon et au Sud par la vallée de la Loue. Cette plaine au léger relief ondulé des alignements de collines des Avant-Monts, présente une grande diversité physionomique de paysages cultivés et boisés qui s'imbriquent sous forme de mosaïque.

Le projet se situe au Nord de cette unité, **à proximité de l'Ognon**. Les paysages ouverts de la vallée de l'Ognon libèrent de larges panoramas sur son cours sinueux et petits canaux de drainage accompagnés de ripisylves, qui créent des éléments de rupture dans l'enfilade de la vallée. Bien que le bâti y soit discret, l'Ognon se pare d'un patrimoine architectural riche sur ses abords.

Du fait de la topographie et de la végétation existante, le projet n'a aucune visibilité vers la vallée de l'Ognon.

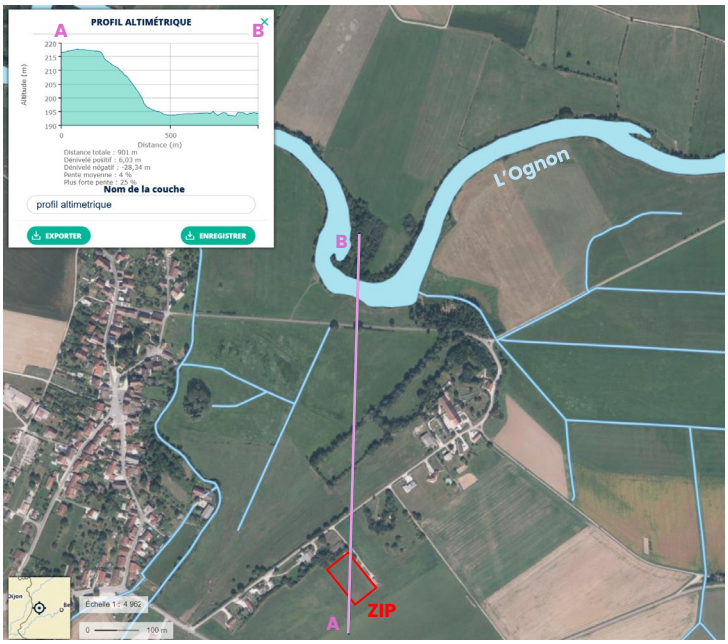


Figure 8 : Coupe topographique entre le projet et la vallée de l'Ognon

9.1.5.7.2. Échelle du site

Localement, la ZIP se trouve dans un **milieu ouvert** au sein de cultures agricoles, avec quelques habitations au Sud-Ouest et au Nord-Est, à plus de 120 m, et **sans vue directe vers le projet du fait de la végétation existante**. Le bourg de Thervay, positionné au Nord-Ouest, ne présente également **pas de vue directe vers le projet du fait de la végétation et de la topographie du projet** (en hauteur).

En revanche, il existe une **vue directe entre le projet et la RD459** située de l'autre côté du champ cultivé au Sud. Côté Est, on note une **vue limitée par la topographie** en hauteur du projet. Aucune habitation n'est recensée de ce côté.

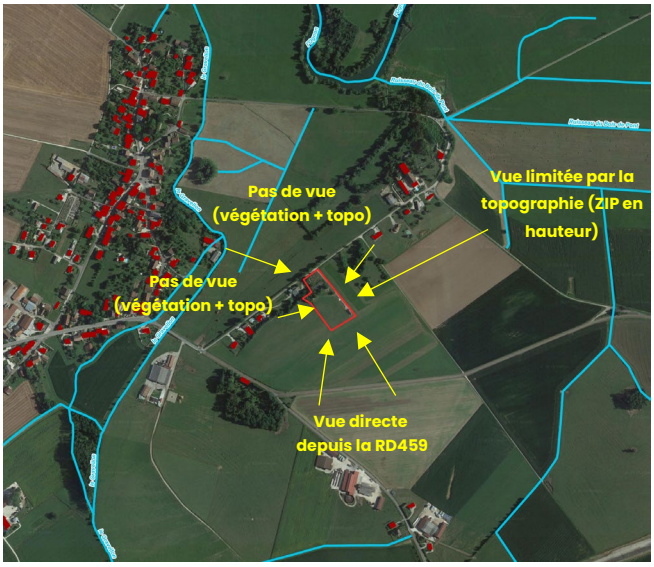




Figure 9 : Vue depuis la route de Balançon à proximité de la vallée de l'Ognon (saison hivernale)



Figure 10 : Haie existante au Nord sur la ZIP (saison hivernale)

9.1.5.7.3. Mesures d'insertion paysagère

Afin d'assurer l'insertion paysagère et écologique du projet, la **haie existante** au Nord de la ZIP sera **conservée dans son intégralité**. De plus, de **nouvelles haies arbustives** seront **plantées** aux abords du site, dans les zones se situant en **vue directe avec des enjeux paysagers**, notamment sur les côtés Sud et Ouest (RD459), pour une longueur totale d'environ 160 m.

Les **objectifs** pour ces nouvelles plantations sont **multiples** : l'intégration paysagère du site, l'effet brise-vent, la formation d'un refuge et l'apport de ressources (fruits + graines) pour la biodiversité, permettant ainsi une continuité avec la haie existante pour favoriser le déplacement des espèces.

Ces nouvelles haies seront composées d'**essences locales adaptées au territoire**. Il s'agira d'un **mélange**, par exemple, de prunelier, d'aubépine, d'églantier, de troène, de cornouiller sanguin, de noisetier, de sureau noir, etc. Leur **hauteur** sera conforme aux besoins du projet (**entre 3 et 5 m**). Ces essences sont **recommandées** dans le référentiel de typologie des haies du département du Jura (JNE, OFB, Fondation Lemarchand, 2022). Elles pourront néanmoins être **adaptées** afin d'identifier les plus **pyrorésistantes** conformément aux prescriptions du SDIS 39.

Le **travail du sol** en amont sera nécessaire afin de favoriser la bonne implantation des plants. Pour cela, un accompagnement par un **paysagiste local** sera envisagé. Les plantations auront lieu entre **fin novembre et fin février** hors périodes de fort gel. La préparation du sol pourra commencer **dès l'été** et se faire jusqu'à l'automne. Pour l'approvisionnement des plants, le « **Végétal Local** » sera privilégié.

La hauteur des haies, **élaguées à 3 m minimum**, permettra de **supprimer les vues** vers les panneaux PV d'une hauteur de 2,90 m. Pour cela, une gestion en port libre avec une **taille latérale tous les 2-3 ans** devrait être suffisante. La **fonctionnalité des haies** devra néanmoins être évaluée pendant toute la durée de vie de la centrale. Le **suivi des plantations** sera d'autant plus important durant les **5 à 10 premières années** (éviter la sécheresse, risque de concurrence herbacée…).

Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé sur site. Les haies seront entretenues par des **paysagistes locaux**, qui agiront dans le respect des prescriptions du SDIS 39 (cf. chapitre 9.1.5.6) et des réglementations en vigueur visant à protéger la faune et la flore, notamment en évitant les périodes sensibles pour le cycle de vie des oiseaux. Les déchets verts issus de ces opérations seront **évacués immédiatement** afin d'être gérés ou valorisés dans les **filières de traitement adaptées**.

L'entretien de la végétation herbacée dans l'enceinte du site (sous les panneaux PV et entre les tables) pourra être assuré via une **convention d'éco-pâturage,** établie avec un exploitant berger local, ou à travers **une prestation de service d'entretien** avec une entreprise d'espace vert locale.

Les **locaux techniques** seront quant à eux conçus de façon à **se confondre dans l'environnement**.



Figure 11 : État projet – Photomontage de l'insertion paysagère (source : Hoch studio – 2025)

L'ensemble des photomontages du projet sont présentés au chapitre 8.

9.1.6. Déroulement du projet

9.1.6.1. Communication autour du projet

Dans le cadre de la définition de la mise en concurrence qui a permis à la société INCIDENCES d'être sélectionnée, la commune de Thervay a émis une **communication via l'application « Panneau Pocket » auprès des riverains** de la commune et des entreprises du territoire, entre le 20 septembre 2024 et le 31 octobre 2024.

Mairie de Thervay

8 place des cygnes

39290 Thervay

La commune de Thervay a reçu une candidature spontanée pour le développement d'un parc photovoltaïque au sol sur son domaine, situé aux craies (ancien terrain de foot).

Parcelle : 39528 /YT / 68

La promesse de bail emphytéotique donnera lieu à la signature d'un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans, et ce conformément aux dispositions de l'article L2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

En application de l'article L.2122-1-4 du code général de la propriété des personnes publiques, la commune prend acte de la manifestation d'intérêt et s'assure, par la présente publicité, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente, sous un délai de quinze jours suivant la publication des présentes.

Si vous souhaitez manifester votre intérêt pour l'occupation du domaine ci-dessous visé, veuillez adresser votre demande avant le 31/10/2024 à : mairie@thervay.fr ou par voie postale à l'adresse suivante : Mairie de Thervay, 8 place des cygnes 39290 Thervay

Votre demande devra comporter les points suivants :

- Une note de motivation détaillée,
- L'emprise de la parcelle,
- Le montant de financier du bail projeté.

Les candidats sont informés que la commune de Thervay se réserve la possibilité de ne pas donner suite à leur manifestation d'intérêt.

Date de mise en ligne : 20/09/2024.

Figure 12 : Extrait de la communication sur « Panneau Pocket »

Une **réunion sur site** avec M. Depraz, président de l'**association de chasse** communale qui utilise les anciens vestiaires présents sur le site du projet, a également été organisée le 4 octobre 2024. Les anciens vestiaires seront **maintenus en l'état** et pourront **continuer d'être utilisés par l'association de chasse locale**. En effet, un **retrait de la clôture** a été **intégré au projet** pour permettre aux chasseurs de continuer d'accéder à ces vestiaires. De plus, un **fourreau** sera **installé** par la société INCIDENCES en fond de fouille entre la route et le vestiaire afin d'**anticiper son raccordement électrique**.

9.1.6.2. En phase de travaux

Le chantier se déroulera en **plusieurs opérations successives** :

- Phase amont : diagnostic d'archéologie préventive ;
- Préparation du terrain : démantèlement des cages de football et des barrières en bois, mise en place du balisage, de la plateforme, de la piste interne et localisation des points pour la pose des pieux battus ;
- Mise en place du réseau électrique avec ouverture des tranchées et pose des câbles ;
- Installation des pieux battus, montage des structures porteuses et installation des panneaux PV ;
- Réalisation des réseaux internes ;
- Installation des postes de livraison, tableaux généraux basse tension, câblage et raccordement ;
- Nettoyage du site, mise en place de la clôture et des haies ;
- Mise sous tension et mise en service.

Concernant la gestion des déchets, un **tri sélectif** (dans des bennes dédiées) sera mis en place sur site, avec une **évacuation à l'avancement** des déchets de travaux vers les filières de traitement ou de valorisation adaptées.

La durée du chantier est estimée à **environ 3 à 6 mois**.

9.1.6.3. En phase d'exploitation

La centrale photovoltaïque sera mise en service en **2026**. Tous les équipements électriques seront dimensionnés pour une **durée d'exploitation égale à celle de la centrale photovoltaïque (a minima 30 ans).**

Une centrale photovoltaïque **ne génère pas de gaz à effet de serre** et ne produit **aucun déchet ou fluide dangereux** en phase d'exploitation.

Les **haies et la végétation du site seront entretenues** conformément à la description présentée au chapitre 9.1.5.7 et ceci pendant toute la durée de vie du projet.

La centrale photovoltaïque sera **supervisée par un suivi à distance** réalisé par le maître d'ouvrage INCIDENCES (pas de présence humaine permanente). Annuellement, des passages seront nécessaires dans le cadre d'une **maintenance préventive**. Les opérations de maintenance curative seront, planifiées et pilotées par l'équipe d'exploitation.

9.1.6.4. En phase de démantèlement

La société INCIDENCES procédera au démantèlement de la centrale photovoltaïque **conformément à la réglementation en vigueur**.

Les panneaux PV seront **recyclés** par la filière de valorisation dédiée (via l'éco-organisme SOREN), les pieux et structures seront retirés du sol, la clôture et les postes seront démontés, et le site sera remis en état afin de rendre le terrain tel qu'à son **état initial**.

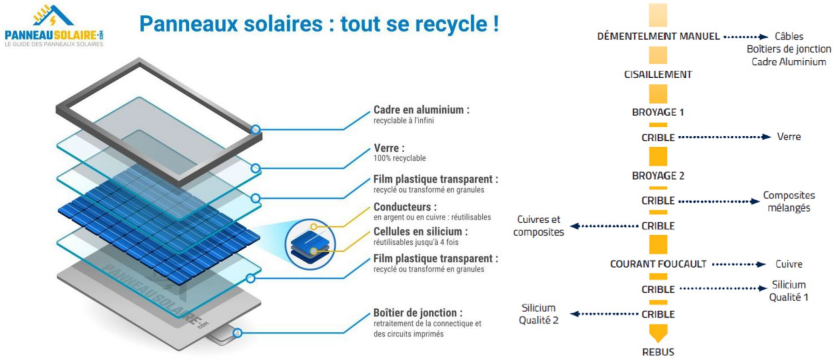


Figure 13 : Recyclage d'un panneau solaire (source : SOREN)

9.1.7. Cadre réglementaire

9.1.7.1. Projet non-soumis à la procédure d'évaluation environnementale systématique

L'article L.122-1 du Code de l'environnement précise que les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact.

Ces projets sont soumis à évaluation environnementale en fonction de critères et / ou de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas effectué par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

Considérant le tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, le présent projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Thervay relève nécessairement de la rubrique 30° « Installations photovoltaïques de production d'électricité », et est donc soumis à la procédure d'examen au « cas par cas ».

Identification des catégories de projet de l'article R.122-2
du Code de l'environnement auxquelles le projet est soumis

Catégorie de projet	Projet soumis à évaluation environnementale	Projet soumis à examen au cas par cas
30. Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement)	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 1 MWc, à l'exception des installations sur ombrières	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc

9.1.7.2. Autres réglementations

Le projet est également soumis à **déclaration préalable de travaux**. Un dossier sera déposé en Mairie de Thervay une fois l'instruction du cas par cas finalisée.

Le présent dossier « cas par cas » tient lieu **d'évaluation des incidences Natura 2000**.

Le projet sera soumis à **diagnostic d'archéologie préventive** conformément aux prescriptions de la DRAC.

9.1.8. Documents d'urbanisme & de planification

9.1.8.1. Application de la loi APER et du décret du 8 avril 2024 relatif aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers

Dans le cadre de la transition énergétique et conformément aux objectifs de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'Accélération de la Production d'Énergies Renouvelables (loi APER), le projet de centrale photovoltaïque s'inscrit dans une démarche visant à **concilier la production d'électricité verte avec une utilisation raisonnée des sols communaux**.

Le décret n°2024-318 du 8 avril 2024 précisant les conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers, insiste notamment sur la nécessaire **préservation des sols** et sur la **compatibilité** des projets avec leur **environnement local**, la **réversibilité** des installations, **l'absence d'artificialisation permanente** des sols et la **préservation des paysages**. Ces principes s'appliquent également aux terrains communaux non agricoles comme dans le cas présent.

Le terrain concerné, anciennement utilisé comme terrain de football, **est resté inutilisé pendant au moins 25 ans**, ce qui lui confère le statut de « **terre inculte** » au sens des dispositions légales. Selon la définition donnée par la jurisprudence et la doctrine, une terre inculte désigne un terrain qui, du fait de son abandon prolongé, n'est ni exploité ni utilisé pour une activité productive ou récréative. Cette situation est conforme à l'article **L.111-29 du Code de l'urbanisme**, qui permet l'implantation d'installations photovoltaïques sur des terrains incultes ou non exploités, sous réserve de leur compatibilité avec une éventuelle activité agricole pastorale ou forestière.

Dans ce cadre, le projet intègre des dispositions garantissant l'agri-compatibilité des installations. La parcelle pourra être mise à disposition dans le cadre d'une convention d'exploitation agricole ou pastorale, visant à maintenir une activité agricole légère compatible avec la production d'énergie solaire.

9.1.8.2. Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Aucun Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) n'est identifié sur le territoire d'implantation de la ZIP.

9.1.8.3. Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Jura Nord

La ZIP est située sur le territoire de la commune de Thervay **relevant du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Jura Nord**. Le foncier concerné est classé en **zone UE** (zone urbaine à vocation d'équipements), destinée à l'implantation et au développement d'**équipements publics et collectifs** à conserver ou conforter si nécessaire. Le terrain d'implantation, un ancien terrain de football communal aujourd'hui inexploité, appartient au **domaine privé de la collectivité**, ce qui **autorise son affectation à un usage photovoltaïque** sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicables.

Conformément au règlement écrit de ce PLUi, sont autorisés en zone UE : les **locaux techniques et industriels des administrations publiques** et assimilés.

Les infrastructures photovoltaïques sont **assimilées à des ouvrages techniques ou industriels** nécessaires au fonctionnement d'un **service public** dès lors qu'elles contribuent aux objectifs nationaux et locaux de **développement des énergies renouvelables**, en application de l'article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016.

Elles sont également reconnues comme des **équipements d'intérêt collectif**, notamment lorsqu'elles participent un **objectif d'intérêt général** : tel est le cas des **centrales photovoltaïques en autoconsommation collective** qui permettent un accès à une **électricité verte et compétitive** pour les riverains et industriels du territoire.

L'entrée en vigueur de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables a **renforcé cette reconnaissance**. Désormais, les **projets d'énergies renouvelables** ou de stockage sont **présumés répondre à une raison impérative d'intérêt public majeur**, notamment sur des

terrains compatibles, comme des friches, des terrains artificialisés ou des espaces non agricoles, facilitant leur mise en œuvre.

En conséquence, le projet de la société INCIDENCES à Thervay, intégrant une démarche d'autoconsommation collective, **s'inscrit pleinement dans cette dynamique législative et réglementaire**.

Le projet devra également **respecter les prescriptions** suivantes :

- Ne pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. Les constructions doivent s'intégrer en harmonie avec le paysage urbain alentour. Les aménagements paysagers doivent valoriser autant que possible les matériaux, les espèces et les essences locales. La plantation de haies mono spécifiques est interdite. **Les mesures d'insertion paysagère et écologique du projet sont présentées au chapitre 9.1.5.7**.
- S'adapter au profil du terrain naturel, en limitant au maximum les mouvements de terres (déblais, remblais). **La topographie étant plane, aucun travaux de terrassement / nivellement n'est prévu. Les seuls déblais seront issus des tranchées de passage des câbles et seront réutilisés sur site pour remblayer ces mêmes tranchées.**
- Prendre en compte les écoulements naturels à l'échelle parcellaire afin de préserver les axes d'écoulements des eaux de ruissellement ainsi que les zones d'accumulation de ces eaux. **Du fait de la conception du projet, les eaux de pluies s'écouleront naturellement. Le projet dans sa globalité n'entraînera aucune modification des écoulements (cf. chapitre 9.1.5.4).**
- Les clôtures ne peuvent excéder la hauteur maximale de 2,5 mètres en limite de voies et emprises publiques, et 3 mètres en limite séparative. Elles doivent assurer la transparence hydraulique et écologique de la parcelle pour permettre la libre circulation des eaux et de la petite faune. **La clôture envisagée pour le projet tient compte de ces critères (cf. chapitre 9.1.5.3.1).**

Le projet est donc compatible avec le zonage d'urbanisme UE du PLUi Jura Nord. Le maître d'ouvrage s'engage à respecter les exigences réglementaires en matière d'urbanisme dès la conception du projet.

9.1.8.4. Compatibilité avec la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) du 20 juillet 2023 visant à lutter contre l'artificialisation des sols

Compatibilité avec l'activité agricole ou pastorale : la parcelle concernée pourra être mise en valeur dans le cadre d'une convention d'exploitation visant à garantir la mise en œuvre d'une activité agricole ou pastorale compatible avec l'installation photovoltaïque. Ce dispositif permettra d'assurer une cohabitation harmonieuse entre la production d'électricité renouvelable et toute activité agricole éventuellement envisagée. À titre d'exemple, une activité de pâturage ovin sous les panneaux PV pourrait être envisagée, permettant une valorisation agricole sans impact sur la production énergétique. Cette approche s'inscrit pleinement dans les principes de cohabitation et d'utilisation rationnelle des sols prévus par l'article L.111-4 du Code de l'urbanisme.

Non artificialisation des sols : les installations photovoltaïques prévues n'entraîneront aucune artificialisation des sols, conformément à l'arrêté du 29 décembre 2023 et aux exigences de gestion économe de l'espace définies par l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme. Les choix techniques (hauteur minimale des panneaux PV, voies d'accès perméables, absence de bases maçonnées) permettent de préserver les fonctions biologiques et environnementales des terrains, répondant ainsi aux objectifs de la Loi ZAN (2023) et de la Loi Climat et Résilience (2021). Les caractéristiques techniques de ce projet sont pleinement conformes à l'article L.111-32 du Code de l'urbanisme issu de la loi APER (2023), imposant la réversibilité des installations photovoltaïques et la remise en état des terrains concernés à la fin de leur exploitation.

Ainsi, à la fin de la période d'exploitation prévue pour une durée minimale de 30 ans, la centrale photovoltaïque sera démantelée et le terrain remis en état, conformément à la réglementation en vigueur (cf. chapitre 9.1.6.4).

Cohérence avec les objectifs locaux : ce projet, en accord avec les orientations du Conseil Municipal et le cadre réglementaire en vigueur, permet de répondre aux **besoins énergétiques locaux** tout en valorisant un espace actuellement inutilisé. Il assure une compatibilité avec les activités agricoles ou pastorales, garantissant la réversibilité des installations et assure ainsi une gestion durable du sol. De plus, des garanties supplémentaires ont été prises pour limiter l'impact visuel des installations et pour assurer leur intégration paysagère optimale dans l'environnement immédiat.

9.1.8.5. Doctrine relative à la production d'énergie photovoltaïque au sol dans le Jura

Le département du Jura, **en partenariat avec différents acteurs du territoire** (Région, chambre d'agriculture, Office National des Forêts, Enedis Alsace Franche-Comté, services et associations locales, etc.), a émis une **doctrine en août 2023** pour **encadrer le développement des projets photovoltaïques au sol** sur son territoire.

Les organismes ayant contribué à la rédaction de cette doctrine présentent à travers elle une aide à la décision destinée aux élus et aux porteurs de projets.

Plusieurs propositions ont été déclinées en fonction des différents types d'**enjeux** présents dans le département :

- Privilégier les panneaux PV au sol sur des terres déjà artificialisées ou sur des sols réputés incultes ou non exploités depuis une durée minimale antérieure à la publication de la loi AER : la ZIP se situe sur un ancien terrain de football municipal inutilisé depuis plus de 25 ans, il s'agit donc d'une terre réputée inculte (cf. chapitre 9.1.8.1).
- La réversibilité de l'installation guidera tous les choix de l'aménagement : le projet est entièrement réversible et ne nécessitera pas d'usage de béton. D'autre part, suite au démantèlement de l'installation, le site sera remis à son état initial (cf. chapitre 9.2.3.3).
- Démontrer l'évitement des impacts des habitats naturels dont certains sont classés au titre de la directive Habitat-Faune-Flore : cf. chapitre 9.2 Démarche ERC : de la prospection à l'exploitation de l'ouvrage.
- Garder des sols perméables, végétaliser les sites par des haies périphériques et par l'enherbement des sols : de nouvelles haies composées d'essences locales seront plantées en continuité de la haie existante sur la ZIP (cf. chapitre 9.1.5.7). Les sols resteront également enherbés. Ces deux mesures permettront donc une meilleure protection des sols face au risque d'érosion et le maintien de l'infiltration des eaux de pluies (cf. chapitre 9.1.5.4).
- Favoriser les études et diagnostics qui permettent de discriminer dans les documents d'urbanisme les zones favorables et défavorables aux installations photovoltaïques : l'ensemble du foncier de la ZIP est classé en zone UE (zone urbaine à vocation d'équipements) dans le PLUi Jura Nord (cf. chapitre 9.1.8.3). Le site étant un ancien terrain de football communal (équipement public et collectif), inutilisé et dans le domaine privé de la commune, il peut accueillir un projet photovoltaïque.
- Démontrer la transparence hydraulique du projet, y compris vis-à-vis du risque d'embâcle dans le cadre d'un PPRI : la modification des sols, y compris au niveau des pistes, ne créera pas d'imperméabilisation. Les clôtures permettront la libre circulation des eaux pour assurer la transparence hydraulique (cf. chapitre 9.1.5.4). De plus, la ZIP ne se trouve pas dans une zone réglementée par le risque inondation.

Au vu des éléments susvisés traitant de l'agriculture, de la biodiversité, du paysage, de l'urbanisme et des risques naturels : le projet est donc conforme aux propositions de la doctrine.

9.1.8.6. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée

La ZIP est située sur le territoire du **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027**, en vigueur depuis le 4 avril 2022. Les orientations et dispositions du SDAGE seront prises en compte dans la conception du projet, notamment les points suivants :

- L'application stricte de la séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) dès la conception, via la mise en œuvre de mesures adaptées et dont l'efficacité est garantie (cf. chapitre 9.2). On note néanmoins l'absence de réseau hydrographique à proximité de la ZIP (le tronçon hydrographique le plus proche se trouve à plus de 180 m). D'autre part, la nappe d'eau souterraine ne semble pas affleurante au droit de la ZIP (piézométrie à plus de 10 m de profondeur d'après les données du forage de Thervay).
- L'absence de prélèvement dans la nappe souterraine, permettant de ne pas impacter les ressources en eau potable, même si aucun périmètre de protection de captage n'est recensé au droit de la ZIP ;
- La modification des sols sera limitée par la conception du projet qui n'entraînera pas d'imperméabilisation, ni d'artificialisation des sols. Cette conception permettra une gestion des eaux pluviales à la source dans des conditions similaires à l'état initial. Elle assure ainsi une transparence hydraulique (cf. chapitre 9.1.5.4).
- Le développement et le maintien des éléments fixes du paysage qui favorisent l'infiltration de l'eau et freinent les ruissellements. De nouvelles haies composées d'essences locales adaptées au territoire seront plantées (cf. chapitre 9.1.5.7). Ces éléments seront disposés en continuité de la haie existante sur la ZIP. Ces haies adaptées aux besoins locaux permettront une meilleure protection des sols. De ce fait, les conditions de ruissellement resteront inchangées, voire s'amélioreront. Les sols de la ZIP resteront également enherbés en phase d'exploitation, permettant ainsi de canaliser les eaux de ruissellement et limiter les transferts de pollution vers les milieux aquatiques. On note néanmoins que la ZIP ne se situe pas dans un zonage réglementé vis-à-vis du risque inondation.
- Le risque de pollution associé aux phénomènes accidentels sera limité du fait de la mise en place de mesures préventives et curatives (cf. chapitre 9.1.5.5). Le risque de pollution par des produits phytosanitaires sera totalement évité par l'interdiction de leur utilisation sur la ZIP pendant toute la durée de vie du projet. En phase de travaux, les entreprises seront encouragées à éviter les émissions de polluants vers les eaux de ruissellement en utilisant des matériaux et produits d'entretien, les plus neutres possibles. Le système d'assainissement de chantier sera conforme à la réglementation en vigueur. Aucun rejet ne sera réalisé vers le milieu naturel et les travaux seront mis en pause lors des jours de fortes pluies pour limiter le risque de rejet accidentel.
- Les Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) feront l'objet de mesures préventives face aux risques d'importation et de dissémination sur la ZIP, principalement en phase de chantier ;
- Enfin, le projet fait l'objet d'une concertation autour de sa conception afin d'intégrer au mieux les attentes du territoire, notamment l'association de chasse locale directement concernée par le projet (cf. chapitre 9.1.6.1).

Le projet est donc compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027. Le maître d'ouvrage s'engage à respecter les prescriptions énoncées ci-avant dès la conception du projet.

9.1.8.7. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Aucun Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) n'est identifié sur le territoire d'implantation de la ZIP.

9.2. Démarche ERC : de la prospection à l'exploitation de l'ouvrage

9.2.1. Méthode

Le présent chapitre vise à **définir les impacts** éventuels du projet sur l'environnement en fonction des sensibilités et des enjeux identifiés sur le territoire, et à proposer des **mesures adaptées**.

Une composante de l'environnement présente un **enjeu** lorsque, compte tenu de son état actuel ou prévisible, une portion de son espace ou de sa fonction présente une valeur au regard de préoccupations écologiques, urbanistiques, patrimoniales, culturelles, sociales, esthétiques, techniques, économiques, etc.

Le niveau d'enjeu est déterminé en considérant trois paramètres :

- La valeur de la composante et son état de conservation ;
- L'aire d'étude (au sens large) la plus sollicitée ;
- L'évolution de la composante et son pas de temps.

En bilan, les enjeux peuvent être hiérarchisés selon **cinq niveaux** (cf. grille ci-dessous).

Hiérarchisation des enjeux

Niveau d'enjeu	Description
Nul	Absence d'enjeu sur le territoire considéré.
Négligeable	La composante ne présente pas ou peu de valeur, elle est largement représentée dans la zone considérée, sans spécificité particulière.
Faible	La composante présente une valeur peu importante, et/ou est bien représentée dans la zone considérée, elle n'a pas de spécificité particulière, et/ou la ZIP ne semble pas particulièrement occupée / fréquentée par cette composante.
Modéré	La composante présente une valeur importante, et/ou est faiblement représentée dans la zone considérée, mais peut représenter une spécificité localement, et/ou la ZIP présente une valeur pour cette composante.
Fort	La composante présente une valeur très importante, et/ou est très faiblement représentée, voire rare dans la zone considérée, et/ou la ZIP présente une valeur très importante pour cette composante.

Les notions d'effets et d'incidences seront utilisées de la façon suivante :

- Un effet est la conséquence objective du projet sur l'environnement indépendamment du territoire qui sera affecté : par exemple, une installation engendrera la destruction de 10 ha de forêt ;
- L'incidence est la transposition de cet effet sur une échelle de valeur : à niveau d'effet égal, l'impact de cette installation sera plus fort si l'espèce est plus patrimoniale que si elle l'est moins.

L'évaluation d'un impact sera alors le croisement d'un enjeu (défini dans l'état initial) et d'un effet (lié au projet) :
ENJEU x EFFET = INCIDENCE

Une **grille d'analyse** est proposée afin de déterminer l'ensemble des effets directs, indirects, temporaires, permanents et cumulés de l'opération.

Ces effets peuvent être positifs ou négatifs. Les impacts agissent différemment selon s'ils se produisent de façon immédiate ou à long terme, ponctuellement ou sur une grande étendue.

Toutes les phases du projet doivent être considérées : construction, exploitation et démantèlement.

Grille d'analyse des impacts

Niveau d'enjeu	Description
Impact positif	Lorsque le projet offre l'opportunité d'améliorer la situation présentée dans l'état initial
Impact nul	Lorsque le projet n'est pas susceptible de modifier l'enjeu ou lorsque l'enjeu n'est pas présent
Impact négligeable	L'impact n'est pas bloquant et ne nécessite pas une adaptation du projet
Impact faible	L'impact n'est pas bloquant, mais nécessite une adaptation (géographique, technique ou temporelle) du projet, afin d'obtenir un impact résiduel négligeable à nul
Impact modéré	Lorsque le projet n'est pas nécessairement remis en cause, mais que des mesures spécifiques sont nécessaires pour permettre sa réalisation
Impact fort	Soit lorsque le projet peut être remis en cause (impacts non évitables), soit lorsque le projet s'inscrit au sein de périmètres réglementaires interdisant ou contraignant en l'état la mise en œuvre du projet

La **séquence Éviter – Réduire – Compenser (ERC)** est le fil conducteur de l'intégration de l'environnement dans les projets. Elle s'appuie pleinement sur le Guide THEMA « Évaluation environnementale, Guide d'aide à la définition des mesures ERC » du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, datant de 2018.

Les impacts d'un projet sur l'environnement peuvent se traduire par une dégradation de la qualité environnementale. La séquence ERC a pour objectif d'éviter les atteintes à l'environnement, de réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, de compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits. Le respect de l'ordre de cette séquence constitue une condition indispensable et nécessaire pour en permettre l'effectivité et ainsi favoriser l'intégration de l'environnement dans le projet.

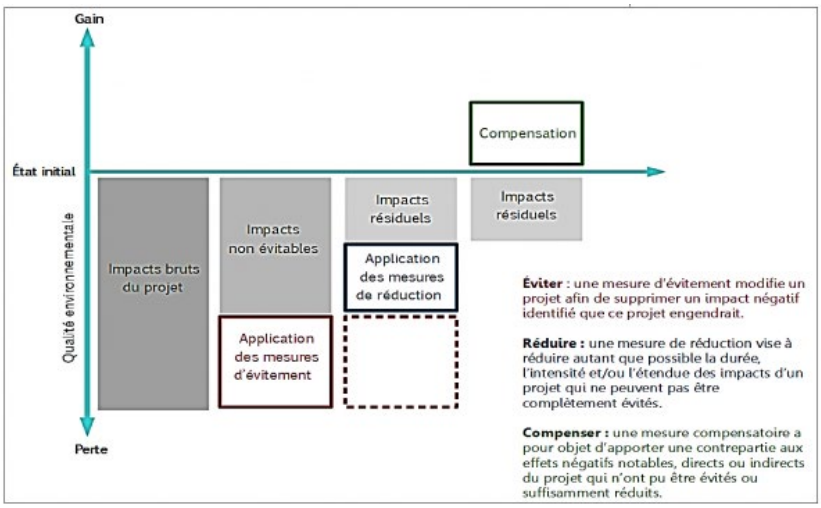


Figure 14 : Bilan écologique de la séquence éviter, réduire et compenser (source : CGDD)

Les **mesures d'évitement** comprennent l'évitement en phase amont lors de la conception (choix d'opportunité : vérifier si un projet est pertinent au vu des besoins/objectifs, des enjeux environnementaux et des solutions alternatives), l'évitement géographique (localisation alternative d'un projet) et l'évitement technique (retenir la solution technique la plus favorable).

Les **mesures de réduction** sont définies après l'évitement. Elles peuvent avoir plusieurs effets sur l'impact identifié. Elle peut agir en diminuant soit la durée de cet impact, soit son intensité, soit son étendue, soit la combinaison de plusieurs de ces éléments, ceci en mobilisant les meilleures techniques disponibles (moindre impact à un coût raisonnable). Les mesures de réduction sont mises en place au niveau de l'emprise du projet ou à sa proximité immédiate.

La Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 a réaffirmé et renforcé les principes permettant la mise en œuvre des **mesures de compensation**, à savoir :

- L'équivalence écologique, avec la nécessité de « compenser dans le respect de leur équivalence écologique » ;
- L'« objectif d'absence de perte nette voire de gain de biodiversité » ;
- La proximité géographique, avec la priorité donnée à la compensation « sur le site endommagé ou, en tout état de cause, à proximité de celui-ci afin de garantir ses fonctionnalités de manière pérenne » ;
- L'efficacité, avec « l'obligation de résultats » pour chaque mesure compensatoire ;
- La pérennité, avec l'effectivité des mesures de compensation « pendant toute la durée des atteintes ».

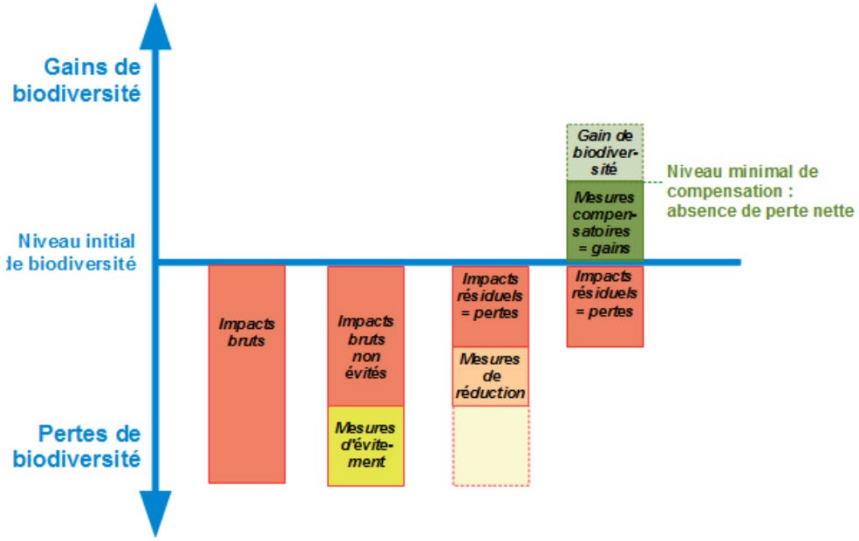


Figure 15 : Bilan écologique de la séquence éviter, réduire et compenser les atteintes à la biodiversité (source : Business and Biodiversity Offsets Programme modifié)

Les **mesures d'accompagnement** ne s'inscrivent pas dans un cadre réglementaire ou législatif obligatoire. Elles peuvent être proposées en compléments pour renforcer la pertinence et l'efficacité des mesures ERC, mais ne sont pas en elles-mêmes suffisantes pour assurer une compensation.

9.2.2. Enjeux évités en phase amont

Les anciens vestiaires identifiés sur la ZIP **seront conservés en l'état** (pas de démolition), ponctuellement utilisés par les **chasseurs locaux**.

Ce bâti constitue très probablement un **gîte anthropique pour chiroptères**, notamment en phase d'hivernage (espèces inféodées comme le Petit Rhinolophe, le Grand Rhinolophe, le Grand Murin et le Murin à oreilles échancrées). Ces espèces peuvent chasser sur les cultures agricoles alentours.

Ce bâti peut également constituer un **site de nidification pour certains oiseaux liés aux bâtis**.

Sa conservation permettra de réduire les impacts sur ces groupes d'espèces.



Figure 16 : Anciens vestiaires à conserver

9.2.3. Évaluation des incidences potentielles du projet sur l'environnement & mesures ERC

Les tableaux suivants récapitulent les enjeux environnementaux, les incidences potentielles identifiées et les mesures ERC proposées par le maître d'ouvrage en phases de travaux et d'exploitation du projet.

Seuls les coûts des mesures non inclus dans le coût total de l'investissement sont présentés dans les tableaux suivants.

9.2.3.1. En phase de travaux

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
Milieu physique	Topographie	Topographie plane, autour de 218 m NGF.	Négligeable	Topographie plane : aucun travaux de terrassement / nivellement. Tranchées de passage des câbles à 0,80 m de profondeur : déblais réutilisés sur site pour remblayer ces tranchées (aucun excédent / apport). Technique des pieux battus privilégiée (à confirmer par l'étude géotechnique) et ponctuellement appliquée sur site.	Faible	<u>Évitement (E)</u> : - Respect du plan masse - Travaux circonscrits à la ZIP - Balisage chantier - Gestion environnementale du chantier (organisation du chantier, modalités de gestion des déchets, plan d'intervention en cas de pollution accidentelle, etc.) - Mesures préventives des pollutions accidentelles (bacs de rétention, formation du personnel, etc.) - Absence d'utilisation de produit phytosanitaire - Prise en compte des risques naturels dès la conception - Respect des prescriptions du SDIS 39 et validation du plan masse - Absence de travaux de nuit - Conservation de la haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP - Conservation des anciens vestiaires - Diagnostic d'archéologie préventive - Gestion des découvertes fortuites (application du Code du patrimoine) - Conservation des accès aux chemins, habitations, anciens vestiaires et parcelles agricoles garantie à tout moment	Négligeable à faible
	Géologie / Pédologie	En limite de 2 unités géologiques : Kimméridgien supérieur (marnes et calcaires) et Terrasse de 15-17 m (sable moyen lié à la vallée de l'Ognon). Sols : néoluvisols.	Faible	Risque de pollution accidentelle des sols inhérent à tout chantier et lié à l'utilisation de groupes électrogènes / engins motorisés (principales substances polluantes : hydrocarbures et huiles). Risque néanmoins peu probable et mesures préventives / curatives à mettre en œuvre. Entreprises aussi encouragées à réduire leur consommation en énergies fossiles. Base-vie mise en place pour le personnel de chantier. Effluents produits de type « rejets domestiques » à traiter par le système d'assainissement de chantier. Entreprises aussi encouragées à favoriser la collecte séparative des urines. Mise en place d'un tri sélectif, avec évacuation des déchets à l'avancement vers un centre habilité.	Faible		Négligeable à faible
	Eaux superficielles	Aucun cours d'eau ou plan d'eau sur la ZIP, ni à proximité immédiate. Réseau hydrographique le plus proche à plus de 180 m. Vallée de l'Ognon identifiée à plus de 530 m au Nord.	Négligeable	Aucun impact n'est attendu. Projet compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.	Nul		Nul
	Eaux souterraines	1 masse d'eau souterraine au droit de la ZIP « Calcaires jurassiques des plateaux de Haute-Saône » (FRDG123), à dominante sédimentaire non alluviale, majoritairement libre, en bon état quantitatif mais avec un état chimique médiocre. Nappe d'eau souterraine non affleurante au droit de la ZIP (piézométrie à plus de 10 m de profondeur d'après les données du forage de Thervay). Néanmoins, zone potentiellement sujette aux inondations de caves. Aucun captage en eau potable ou périmètre de protection à proximité immédiate de la ZIP. ZIP située en zone vulnérable aux nitrates agricoles et en zone sensible à l'eutrophisation. Absence de Zone de Répartition des Eaux (ZRE).	Modéré	Aucun prélèvement d'eau / drainage, ni aucune modification de la masse d'eau souterraine. Aucun travaux en période de fortes pluies. Engagement du maître d'ouvrage à n'utiliser aucun produit phytosanitaire. Projet compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.	Négligeable		Négligeable
	Risques naturels	Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) qui identifie la commune de Thervay comme à risque d'inondation, de séisme (enjeu faible) et de vents violents. Néanmoins, la ZIP ne se trouve pas dans un périmètre réglementé vis-à-vis du risque inondation (Plan de Prévention du Risque d'Inondation ou PPRi de l'Ognon plus au Nord). On note aussi un risque de retrait-gonflement des argiles moyen et un potentiel radon de catégorie 3 au droit de la ZIP.	Faible à Modéré	Risques naturels pris en compte dans la conception du projet. Respect des prescriptions du SDIS 39 et de l'arrêté préfectoral n°2023-07-28-002 du 28 juillet 2023 pendant toute la durée de vie du projet. Adaptation du planning en fonction des conditions météorologiques (fortes chaleurs, fortes pluies…).	Négligeable à Faible		Négligeable
Milieu naturel	Formations végétales et habitats d'intérêt	D'après le programme national Habitat CarHab, la ZIP se trouve au droit d'une « Prairie fauchée de l'étage collinéen,	Modéré	Haie arbustive / arborée existante au Nord de la ZIP : conservée en l'état, les espèces pouvant s'y réfugier, voire y nicher ne seront pas impactées (balisage et calendrier de travaux adapté).	Négligeable à Faible		Négligeable

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		sous ombroclimat humide, en situation subocéanique, sur sol légèrement acide et mésique ». Présence d'une haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP et qui semble en lien avec un réseau plus dense de haies le long du chemin des Carrières et des habitations. Elle présente une certaine importance écologique et paysagère. Présence d'anciens vestiaires sur le site, utilisés ponctuellement par les chasseurs locaux, et potentiel gîte anthropique à chiroptères et oiseaux. Petit massif boisé situé à 240 m et forêt dense à plus de 950 m de la ZIP.		Nouvelles haies arbustives plantées aux abords Sud et Ouest pour une longueur totale de 160 m, et composées d'essences locales adaptées au territoire (cf. phase exploitation). Conservation de l'enherbement du site (vérification de la repousse). Anciens vestiaires : conservés en l'état, les espèces qui peuvent y gîter ne seront pas impactées.		<u>Réduction (R)</u> : -Sensibilisation environnementale du personnel - Optimisation des emprises chantier et remise en état en fin de travaux - Optimisation de la gestion des déblais / remblais (réutilisation sur site) - Mesures curatives des pollutions accidentelles (kits anti-pollution…) *(1 000 € HT pour 15 kits absorbants tous liquides 45 L)* - Dispositifs de gestion des eaux de ruissellement et sanitaires de chantier - Adaptation du planning en fonction des conditions météorologiques - Respect du calendrier écologique : adaptation du calendrier des travaux lourds en évitant les périodes sensibles (mars-août) et en favorisant la préparation du terrain en septembre-novembre - Information et concertation du public (« Panneau Pocket ») - Respect des horaires de chantier et seuils réglementaires sonores, atmosphériques, etc. - Adaptation des modalités de circulation (plan de circulation, panneaux de circulation aux entrées) *(150 € HT soit 450 € HT pour 3 panneaux de circulation)*	
	Zones humides	Aucune zone humide effective n'est identifiée dans les données bibliographiques et documents cadres disponibles (Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides, SDAGE, PLUi, données DREAL). La ZIP montre une faible probabilité de présence de zone humide et ne se trouve pas dans l'enveloppe d'inventaire qui a été réalisé par la DREAL. D'autre part, la zone humide effective la plus proche (prairies humides) se trouve à 200 m au Nord, au droit de la vallée de l'Ognon.	Négligeable	Aucun impact n'est attendu.	Nul		Nul
	Natura 2000	Aucun périmètre Natura 2000 n'est recoupé par la ZIP (cf. Plan de situation Natura 2000 au chapitre 7). Sites les plus proches situés à environ 1,1 km au Sud « Massif de la Serre » (Directive « Habitats » et « Oiseaux »). Ces forêts et pelouses abritent une intéressante avifaune nicheuse d'intérêt communautaire, dont des espèces caractéristiques des milieux ouverts à semi-ouverts et liées à des milieux plutôt secs riches en gros insectes (Engoulevent d'Europe, Alouette lulu, Pie-Grièche écorcheur). La forêt et les prairies bocagères périphériques sont les terrains de chasse de plusieurs colonies de chauves-souris. Deux colonies de Grand rhinolophe et de Murin à oreilles échancrées se reproduisent dans l'ancien château d'Amange et dans le village de Menotey. Deux colonies de mise bas de Petit rhinolophe sont suivies dans les villages de Moissey et Offlanges. D'autres espèces utilisent le massif et proviennent de la colonie située dans l'ancienne mine d'Ougney-Vitreux. Cette colonie fait d'ailleurs l'objet d'un classement Natura 2000 « Réseau de cavités à Minioptères de Schreibers en Franche-Comté (6 cavités) » (Directive « Habitats ») à environ 4,2 km au Sud-Est de la ZIP.	Modéré	Aucun impact n'est attendu sur les sites Natura 2000. Possibilité d'avoir un impact localisé et temporaire sur les espèces d'oiseaux / chiroptères ayant désigné les sites Natura 2000 et de passage sur la ZIP (activité de chasse principalement). Néanmoins, les oiseaux sont capables de fuir et se reporter vers les milieux ouverts alentours ; les chiroptères ne sont actifs que la nuit (absence de travaux). Rappel : la haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP sera conservée en l'état et complétée par la plantation de 160 m de haies arbustives supplémentaires (essences locales). Anciens vestiaires : conservés en l'état, les espèces qui peuvent y gîter ne seront pas impactées. Planning chantier conçu de manière à éviter les périodes sensibles pour les oiseaux et chiroptères (mars-août essentiellement) et réaliser la préparation du terrain en période favorable (septembre-novembre). <u>Conclusion</u> : impacts bruts faibles à modérés sur les oiseaux et chiroptères ayant désigné les sites Natura 2000 en l'absence de mesures Éviter-Réduire. *Le présent dossier tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000.*	Faible à Modéré		Négligeable à Faible
	Zonages d'inventaires patrimoniaux	Aucun périmètre d'inventaire patrimonial n'est recoupé par la ZIP. Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) les plus proches : - De type I « Prairie humide de Bresilley et Thervay » à environ 90 m au Nord ; - De type II « Vallée de l'Ognon de Moncley à Pesmes » à environ 10 m au Nord ; - De type II « Forêt de la Serre » à environ 1,1 km au Sud. Enjeux identifiés surtout associés à la plaine inondable, or la ZIP n'est pas comprise dans celle-ci. Néanmoins, il existe bien des enjeux potentiels associés aux oiseaux (repos, hivernage, migration, reproduction de certains passereaux dont des	Modéré à Fort	Travaux (bruits, présence humaine…) entrainant la fuite des espèces pouvant traverser le site (avifaune et petite faune terrestre principalement), mais circonscrits à la ZIP et sans impact sur les milieux alentours. Présence de milieux ouverts de report à proximité. Rappel : la haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP sera conservée en l'état et complétée par la plantation de 160 m de haies arbustives supplémentaires (essences locales). Anciens vestiaires : conservés en l'état, les espèces qui peuvent y gîter ne seront pas impactées. Planning chantier conçu de manière à éviter les périodes sensibles, notamment pour les oiseaux et chiroptères (mars-août essentiellement) et réaliser la préparation du terrain en période favorable (septembre-novembre).	Faible à Modéré		Négligeable à Faible

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		espèces protégées) et chiroptères (présence d'importantes colonies sur le territoire dont le développement est corrélé au maintien des prairies alluviales inondables et haies bocagères).		Absence de travaux de nuit : éviter l'impact sur les chiroptères. Conclusion : impacts bruts localisés et temporaires, estimés faibles à modérés en l'absence de mesures Éviter-Réduire. ➔ Cf. focus au chapitre 9.2.4			
	Bibliographie communale de la Faune / Flore *(GBIF, Open Obs, Sigogne, Franche-Comté LPO)*	Aucun inventaire existant sur ou à proximité de la ZIP. Les données Sigogne indiquent la présence de nombreuses espèces de faune / flore à l'échelle communale, dont 39 espèces sensibles. Elles sont principalement liées aux zones humides identifiées aux abords de la vallée de l'Ognon, au Nord de la ZIP. Concernant les espèces menacées, il s'agit de 78% d'oiseaux, 12% de végétaux, 4% d'amphibiens, 2,5% d'insectes, 2,5% de mammifères et 1% de reptiles, la plupart en préoccupation mineure. Les données Franche-Comté LPO confirment ces informations, puisque ce sont principalement des oiseaux répertoriés sur la commune, avec quelques mammifères communs et amphibiens en lien avec les zones humides.	Faible à Modéré				
	Continuités écologiques (SRCE)	ZIP en limite d'un réservoir de biodiversité « Milieux herbacés permanents », situé au Nord et lié aux prairies humides de la vallée de l'Ognon. ZIP en partie comprise dans un large corridor écologique « Milieux humides », également lié à la vallée de l'Ognon.	Faible à Modéré	Impacts circonscrits à la ZIP et temporaires en phase chantier (3 à 6 mois). Rappel : conservation de l'enherbement du site (vérification de la repousse). La haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP sera conservée en l'état et complétée par la plantation de 160 m de haies arbustives supplémentaires (essences locales). À terme, les continuités écologiques seront améliorées par l'augmentation du linéaire de haies.	Faible	Suivi (S) : - Contrôle et supervision de la bonne application des mesures ERC (responsabilité du maître d'ouvrage), par rédaction d'un cahier des charges environnemental à joindre aux dossiers de consultation des entreprises travaux et suivi du respect des prescriptions durant tout le chantier - Faire appel à un bureau d'études expert en environnement en cas de nécessité	Négligeable à Faible
Paysage et patrimoine	Paysage	ZIP située au sein de l'unité paysagère « La Plaine Doloise », une plaine au léger relief ondulé de collines, avec une grande diversité de paysages cultivés et boisés. ZIP située à proximité de la vallée de l'Ognon, qui présente de larges panoramas sur son cours d'eau et ses canaux de drainage. Du fait de la topographie et de la végétation existante, le projet n'a aucune visibilité vers la vallée de l'Ognon. Localement, la ZIP se trouve dans un milieu ouvert au sein de cultures agricoles, avec quelques habitations au Sud-Ouest et au Nord-Est, à plus de 120 m, et sans vue directe vers le projet du fait de la végétation existante. Le bourg de Thervay, au Nord-Ouest, ne présente pas de vue directe vers le projet du fait de la végétation et de la topographie du projet (en hauteur). En revanche, il existe une vue directe entre le projet et la RD459 située de l'autre côté du champ cultivé au Sud. Côté Est (absence d'habitation), on note une vue limitée par la topographie en hauteur du projet.	Faible à Modéré	Modification locale et temporaire du paysage par la présence du chantier en milieu ouvert. Vision directe possible depuis la RD459 au Sud. Mais impact limité dans le temps (environ 3 à 6 mois) et circonscrit à la ZIP. Plantation de haies arbustives composées d'essences locales (environ 3 m de hauteur) aux abords Sud et Ouest du site, dans les zones en vue directe avec cette route locale (cf. phase exploitation). Mise en place d'un tri sélectif, avec évacuation des déchets à l'avancement vers un centre habilité. En amont des travaux : les riverains seront conviés à une réunion d'information. Conclusion : impacts bruts localisés et temporaires, estimés faibles à modérés en l'absence de mesures Éviter-Réduire.	Faible à Modéré		Faible
	Patrimoine culturel	Aucun site classé n'est recensé près de la ZIP. Site inscrit « Restes du Château de Balançon à Thervay » identifié à environ 250 m au Nord-Est de la ZIP. Monument historique le plus proche : « Fontaine » dans le bourg de Thervay (inscrit), à environ 540 m au Nord-Ouest. ZIP non comprise dans le périmètre de protection du monument. Aucune vue possible depuis / vers la ZIP en raison du bâti et de la végétation existante.	Modéré	Modification locale et temporaire du paysage (cf. Paysage ci-avant). Le site inscrit et le monument historique se trouvent à distance (> 250 m), sans visibilité possible vers le projet (végétation, bâti, topographie). On considère l'absence d'atteinte au patrimoine culturel.	Nul		Nul

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
	Archéologie	ZIP située en Zone de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA). Vestiges du château médiéval et d'une villa gallo-romaine (site inscrit « Restes du Château de Balançon à Thervay ») identifiés à moins de 300 m. Après consultation de la DRAC en janvier 2025, le projet est soumis à diagnostic d'archéologie préventive.	Fort	Risque de découverte fortuite de vestiges archéologiques durant les travaux dans les sols (tranchées, battage de pieux). Mais vu les faibles surfaces concernées, ce risque est faible. Le projet fera néanmoins l'objet d'un diagnostic d'archéologie préventive.	Faible		Négligeable
Milieu humain	Cadre de vie	Bâtis les plus proches situés à minimum 125 m de distance, le long du chemin des Carrières. Très peu nombreux.	Faible	Dérangement classique des riverains (émissions sonores, faibles vibrations, polluants atmosphériques, gêne paysagère, production de déchets, etc.). Mais impact limité dans le temps (environ 3 à 6 mois) et circonscrit à la ZIP. Travaux réalisés uniquement en journée. Production de déchets inertes non dangereux et typiques de chantier (pièces d'usures, emballages, déchets ménagers...) géré par mise en place d'un tri sélectif, avec évacuation des déchets à l'avancement vers un centre habilité. Les cages et les barrières détériorées seront retirées et traitées en filière adaptée. Plantation de haies arbustives composées d'essences locales (environ 3 m de hauteur) aux abords Sud et Ouest du site, dans les zones en vue directe avec la RD459 (cf. phase exploitation). Chemins d'accès vers les habitations, les anciens vestiaires et cultures agricoles garantis accessibles à tout moment. En amont des travaux : les riverains seront conviés à une réunion d'information.	Faible		Négligeable à Faible
				Sollicitation des entreprises locales pour les travaux, dans la mesure du possible.	Positif		Positif
	Occupation du sol	Ancien terrain de football municipal inutilisé depuis plus de 25 ans et bordé de cultures agricoles (principalement du maïs et des prairies). Présence d'anciens vestiaires, utilisés ponctuellement par les chasseurs locaux, de cages de foot et barrières en bois détériorées.	Faible	Aucun travaux de terrassement / nivellement. Tranchées de passage des câbles : déblais réutilisés sur site pour remblayer ces tranchées (aucun apport de terre). Enherbement qui repoussera une fois les tranchées refermées. Travaux circonscrits à la ZIP et sans impact sur les activités agricoles et de chasse alentours. Accès aux parcelles garantis à tout moment.	Négligeable		Négligeable
	Transports	ZIP desservie par le chemin des Carrières, permettant d'accéder à la RD459. Présence d'un chemin d'accès aux anciens vestiaires le long de la ZIP.	Faible	Trafic routier limité à la livraison des engins / matériels et ponctuellement augmenté pour l'acheminement. Utilisation d'engins récents, régulièrement entretenus et répondant aux normes en vigueur. Chemins d'accès vers les habitations, les anciens vestiaires et cultures agricoles garantis accessibles à tout moment.	Négligeable		Négligeable
	Risques industriels et sites pollués	Commune soumise au risque de Transport de Matières Dangereuses (TMD), néanmoins la RD459 n'est pas concernée. 1 ancien site industriel (CASIAS) situé à environ 50 m de la ZIP (BBCI SARL, ancienne carrière).	Faible	Aucun impact n'est attendu.	Nul		Nul

9.2.3.2. En phase d'exploitation

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
Milieu physique	Topographie	Topographie plane, autour de 218 m NGF.	Négligeable	Aucun impact n'est attendu.	Nul	<u>Évitement (E)</u> : - Projet circonscrit à la ZIP - Absence de substance polluante sur site - Absence de sanitaires et aucun raccordement en eaux usées / eau potable - Absence d'utilisation de produit phytosanitaire - Prise en compte des risques naturels dès la conception - Respect des prescriptions du SDIS 39 et validation du plan masse *(10 000 € HT pour 1 citerne incendie de 120 m³)* - Conservation de la haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP - Conservation des anciens vestiaires - Plantation de haies d'essences locales *(coût d'un mètre linéaire de haie : 30 € HT ; linéaire minimum à planter : 160 m ; coût total : 4 800 € HT)* - Respect des prescriptions constructives des documents d'urbanisme en vigueur - Conservation des accès aux chemins, habitations, anciens vestiaires et parcelles agricoles garantie à tout moment	Nul
	Géologie / Pédologie	En limite de 2 unités géologiques : Kimméridgien supérieur (marnes et calcaires) et Terrasse de 15-17 m (sable moyen lié à la vallée de l'Ognon). Sols : néoluvisols.	Faible	Risque de pollution accidentelle des sols négligeable (absence de substance polluante sur site). Mise en place de mesures préventives / curatives pour les opérations de maintenance.	Négligeable		Négligeable
	Eaux superficielles	Aucun cours d'eau ou plan d'eau sur la ZIP, ni à proximité immédiate. Réseau hydrographique le plus proche à plus de 180 m. Vallée de l'Ognon identifiée à plus de 530 m au Nord.	Négligeable	Aucune modification des conditions d'écoulement et d'infiltration des eaux de ruissellement : la conception du projet n'entraîne aucune artificialisation des sols et permet une gestion des eaux pluviales à la source (infiltration naturelle dans les sols). Conservation de l'enherbement du site (vérification de la repousse) et vérification de l'absence de ravinements. Principe de transparence hydraulique appliqué : clôture grillagée et absence de revêtement imperméable (notamment au droit des pistes). Projet compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.	Négligeable		Négligeable
	Eaux souterraines	1 masse d'eau souterraine au droit de la ZIP « Calcaires jurassiques des plateaux de Haute-Saône » (FRDG123), à dominante sédimentaire non alluviale, majoritairement libre, en bon état quantitatif mais avec un état chimique médiocre. Nappe d'eau souterraine non affleurante au droit de la ZIP (piézométrie à plus de 10 m de profondeur d'après les données du forage de Thervay). Néanmoins, zone potentiellement sujette aux inondations de caves. Aucun captage en eau potable ou périmètre de protection à proximité immédiate de la ZIP. ZIP située en zone vulnérable aux nitrates agricoles et en zone sensible à l'eutrophisation. Absence de Zone de Répartition des Eaux (ZRE).	Modéré	Aucun prélèvement d'eau / drainage, ni aucune modification de la masse d'eau souterraine. Aucun besoin d'alimentation en eau potable ou d'assainissement. Engagement du maître d'ouvrage à n'utiliser aucun produit phytosanitaire. Projet compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.	Négligeable		Négligeable
	Risques naturels	Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) qui identifie la commune de Thervay comme à risque d'inondation, de séisme (enjeu faible) et de vents violents. Néanmoins, la ZIP ne se trouve pas dans un périmètre réglementé vis-à-vis du risque inondation (Plan de Prévention du Risque d'Inondation ou PPRi de l'Ognon plus au Nord). On note aussi un risque de retrait-gonflement des argiles moyen et un potentiel radon de catégorie 3 au droit de la ZIP.	Faible à Modéré	Risques naturels pris en compte dans la conception du projet. Respect des prescriptions du SDIS 39, de l'arrêté préfectoral n°2023-07-28-002 du 28 juillet 2023 et entretien de la végétation pendant toute la durée de vie du projet.	Négligeable		Négligeable
Milieu naturel	Formations végétales et habitats d'intérêt	D'après le programme national Habitat CarHab, la ZIP se trouve au droit d'une « Prairie fauchée de l'étage collinéen, sous ombroclimat humide, en situation subocéanique, sur sol légèrement acide et mésique ». Présence d'une haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP et qui semble en lien avec un réseau plus dense de haies le long du chemin des Carrières et des habitations. Elle présente une certaine importance écologique et paysagère.	Modéré	Haie arbustive / arborée existante au Nord de la ZIP : conservée en l'état, les espèces pouvant s'y réfugier, voire y nicher ne seront pas impactées. Nouvelles haies arbustives plantées aux abords Sud et Ouest pour une longueur totale de 160 m, et composées d'essences locales adaptées au territoire. Utilisation de la marque « Végétal Local » dans la mesure du possible. Mélange d'espèces telles que prunelier, aubépine, églantier, troène, cornouiller sanguin, noisetier, sureau noir, etc. à adapter aux prescriptions du SDIS 39 (essences les plus pyrorésistantes). Ces nouvelles haies seront bénéfiques pour le milieu naturel : sources de nourriture pour la faune, formation de corridors écologiques, zones de	Négligeable voire Positif (création de haies adaptées aux enjeux locaux)		Négligeable voire Positif (création de haies adaptées aux enjeux locaux)

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		Présence d'anciens vestiaires sur le site, utilisés ponctuellement par les chasseurs locaux, et potentiel gîte anthropique à chiroptères et oiseaux. Petit massif boisé situé à 240 m et forêt dense à plus de 950 m de la ZIP.		refuge pour les auxiliaires de cultures, amélioration du paysage plus coloré, brise-vents, etc. Conservation de l'enherbement du site (vérification de la repousse). Entretien de la végétation : aucun produit phytosanitaire utilisé. Arbres et arbustes entretenus par des paysagistes locaux dans le respect des prescriptions du SDIS 39 et du cycle de vie des espèces, notamment d'oiseaux. Végétation herbacée dans l'enceinte du site entretenue par une convention d'éco-pâturage avec un berger local ou à travers une prestation de service par une entreprise d'espace vert locale. Anciens vestiaires : conservés en l'état, les espèces qui peuvent y gîter ne seront pas impactées.			
	Zones humides	Aucune zone humide effective n'est identifiée dans les données bibliographiques et documents cadres disponibles (Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides, SDAGE, PLUi, données DREAL). La ZIP montre une faible probabilité de présence de zone humide et ne se trouve pas dans l'enveloppe d'inventaire qui a été réalisé par la DREAL. D'autre part, la zone humide effective la plus proche (prairies humides) se trouve à 200 m au Nord, au droit de la vallée de l'Ognon.	Négligeable	Aucun impact n'est attendu.	Nul	<u>Réduction (R)</u> : - Conception du projet assurant une transparence hydraulique - Vérification de la repousse et de l'absence de ravinements - Gestion des haies (élagage) par des paysagistes locaux en respectant les prescriptions du SDIS 39 et les périodes sensibles pour la faune *(de l'ordre de 8 € HT / ml, soit 1 280 € HT / an)* - Création de passages pour la petite faune dans la clôture - Convention d'éco-pâturage possible - Information et concertation du public - Absence d'éclairage permanent - Gestion des déchets verts conformément à la réglementation en vigueur	Nul
	Natura 2000	Aucun périmètre Natura 2000 n'est recoupé par la ZIP (cf. Plan de situation Natura 2000 au chapitre 7). Sites les plus proches situés à environ 1,1 km au Sud « Massif de la Serre » (Directive « Habitats » et « Oiseaux »). Ces forêts et pelouses abritent une intéressante avifaune nicheuse d'intérêt communautaire, dont des espèces caractéristiques des milieux ouverts à semi-ouverts et liées à des milieux plutôt secs riches en gros insectes (Engoulevent d'Europe, Alouette lulu, Pie-Grièche écorcheur). La forêt et les prairies bocagères périphériques sont les terrains de chasse de plusieurs colonies de chauves-souris. Deux colonies de Grand rhinolophe et de Murin à oreilles échancrées se reproduisent dans l'ancien château d'Amange et dans le village de Menotey. Deux colonies de mise bas de Petit rhinolophe sont suivies dans les villages de Moissey et Offlanges. D'autres espèces utilisent le massif et proviennent de la colonie située dans l'ancienne mine d'Ougney-Vitreux. Cette colonie fait d'ailleurs l'objet d'un classement Natura 2000 « Réseau de cavités à Minioptères de Schreibers en Franche-Comté (6 cavités) » (Directive « Habitats ») à environ 4,2 km au Sud-Est de la ZIP.	Modéré	Aucun impact n'est attendu sur les sites Natura 2000. Rappel : la haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP sera conservée en l'état. Anciens vestiaires : conservés en l'état, les espèces qui peuvent y gîter ne seront pas impactées. Nouvelles haies arbustives plantées aux abords Sud et Ouest (160 m), composées d'essences locales adaptées au territoire et favorables à la biodiversité : effet positif sur les oiseaux et chiroptères notamment (continuités écologiques, chasse, repos, alimentation, nidification…). Planning d'entretien de la végétation conçu de manière à éviter les périodes sensibles, notamment pour les oiseaux. Absence d'éclairage permanent sur site : éviter l'impact sur les chiroptères. <u>Conclusion</u> : impacts bruts faibles voire positifs sur les espèces ayant désigné les sites Natura 2000 en l'absence de mesures Éviter-Réduire. *Le présent dossier tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000.*	Faible voire Positif (création de haies favorables à la biodiversité)		Négligeable voire Positif (création de haies favorables à la biodiversité)
	Zonages d'inventaires patrimoniaux	Aucun périmètre d'inventaire patrimonial n'est recoupé par la ZIP. Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) les plus proches :	Modéré à Fort	Site pouvant être recolonisé par la faune (passages pour la petite faune dans la clôture, création de haies favorables à la biodiversité et raccordées aux corridors écologiques locaux existants).	Faible voire Positif (création de haies		Négligeable voire Positif (création de haies

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		- De type I « Prairie humide de Bresilley et Thervay » à environ 90 m au Nord ; - De type II « Vallée de l'Ognon de Moncley à Pesmes » à environ 10 m au Nord ; - De type II « Forêt de la Serre » à environ 1,1 km au Sud. Enjeux identifiés surtout associés à la plaine inondable, or la ZIP n'est pas comprise dans celle-ci. Néanmoins, il existe bien des enjeux potentiels associés aux oiseaux (repos, hivernage, migration, reproduction de certains passereaux dont des espèces protégées) et chiroptères (présence d'importantes colonies sur le territoire dont le développement est corrélé au maintien des prairies alluviales inondables et haies bocagères).		Rappel : la haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP sera conservée en l'état et complétée par la plantation de 160 m de haies arbustives supplémentaires (essences locales). Anciens vestiaires : conservés en l'état, les espèces qui peuvent y gîter ne seront pas impactées. Nouvelles haies arbustives plantées aux abords Sud et Ouest (160 m), composées d'essences locales adaptées au territoire et favorables à la biodiversité : effet positif sur tous les groupes d'espèces notamment (continuités écologiques, chasse, repos, alimentation, nidification…). Planning d'entretien de la végétation conçu de manière à éviter les périodes sensibles, notamment pour les oiseaux. Absence d'éclairage permanent sur site : éviter l'impact sur les chiroptères. <u>Conclusion</u> : impacts bruts impacts bruts faibles voire positifs sur tous les groupes d'espèces en l'absence de mesures Éviter-Réduire. ➔ Cf. focus au chapitre 9.2.4	favorables à la biodiversité)		favorables à la biodiversité)
	Bibliographie communale de la Faune / Flore *(GBIF, Open Obs, Sigogne, Franche-Comté LPO)*	Aucun inventaire existant sur ou à proximité de la ZIP. Les données Sigogne indiquent la présence de nombreuses espèces de faune / flore à l'échelle communale, dont 39 espèces sensibles. Elles sont principalement liées aux zones humides identifiées aux abords de la vallée de l'Ognon, au Nord de la ZIP. Concernant les espèces menacées, il s'agit de 78% d'oiseaux, 12% de végétaux, 4% d'amphibiens, 2,5% d'insectes, 2,5% de mammifères et 1% de reptiles, la plupart en préoccupation mineure. Les données Franche-Comté LPO confirment ces informations, puisque ce sont principalement des oiseaux répertoriés sur la commune, avec quelques mammifères communs et amphibiens en lien avec les zones humides.	Faible à Modéré			<u>Suivi (S)</u> : - Contrôle et supervision de la bonne application des mesures ERC (responsabilité du maître d'ouvrage), par rédaction d'un cahier des charges environnemental à joindre aux dossiers de consultation des entreprises de maintenance et paysagistes, et suivi du respect des prescriptions pendant toute la durée de vie du projet	
	Continuités écologiques (SRCE)	ZIP en limite d'un réservoir de biodiversité « Milieux herbacés permanents », situé au Nord et lié aux prairies humides de la vallée de l'Ognon. ZIP en partie comprise dans un large corridor écologique « Milieux humides », également lié à la vallée de l'Ognon.	Faible à Modéré	Conservation de l'enherbement du site (vérification de la repousse). La haie arbustive / arborée au Nord de la ZIP sera conservée en l'état et complétée par la plantation de 160 m de haies arbustives supplémentaires (essences locales). À terme, les continuités écologiques seront améliorées par l'augmentation du linéaire de haies.	Faible voire Positif (création de haies favorables à la biodiversité)		Négligeable voire Positif (création de haies favorables à la biodiversité)
Paysage et patrimoine	Paysage	ZIP située au sein de l'unité paysagère « La Plaine Doloise », une plaine au léger relief ondulé de collines, avec une grande diversité de paysages cultivés et boisés. ZIP située à proximité de la vallée de l'Ognon, qui présente de larges panoramas sur son cours d'eau et ses canaux de drainage. Du fait de la topographie et de la végétation existante, le projet n'a aucune visibilité vers la vallée de l'Ognon. Localement, la ZIP se trouve dans un milieu ouvert au sein de cultures agricoles, avec quelques habitations au Sud-Ouest et au Nord-Est, à plus de 120 m, et sans vue directe vers le	Faible à Modéré	Modification locale et à long terme du paysage. Mais impact limité par des mesures d'insertion paysagère adaptées : - Plantation de haies d'essences locales (environ 160 m), élaguées à une hauteur d'environ 3 m, permettant de supprimer les vues sur les panneaux PV (2,90 m de hauteur) au niveau de la RD459 au Sud ; - Locaux techniques conçus de façon à se confondre dans l'environnement ; - Ouvrages respectant les prescriptions constructives des documents d'urbanisme en vigueur. En amont des travaux : les riverains seront conviés à une réunion d'information. <u>Conclusion</u> : impacts bruts localisés, estimés faibles à modérés en l'absence de mesures Éviter-Réduire.	Faible à Modéré		Négligeable à Faible

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		projet du fait de la végétation existante. Le bourg de Thervay, au Nord-Ouest, ne présente pas de vue directe vers le projet du fait de la végétation et de la topographie du projet (en hauteur). En revanche, il existe une vue directe entre le projet et la RD459 située de l'autre côté du champ cultivé au Sud. Côté Est (absence d'habitation), on note une vue limitée par la topographie en hauteur du projet.					
	Patrimoine culturel	Aucun site classé n'est recensé près de la ZIP. Site inscrit « Restes du Château de Balançon à Thervay » identifié à environ 250 m au Nord-Est de la ZIP. Monument historique le plus proche : « Fontaine » dans le bourg de Thervay (inscrit), à environ 540 m au Nord-Ouest. ZIP non comprise dans le périmètre de protection du monument. Aucune vue possible depuis / vers la ZIP en raison du bâti et de la végétation existante.	Modéré	Modification locale et à long terme du paysage (cf. Paysage ci-avant). Le site inscrit et le monument historique se trouvent à distance (> 250 m), sans visibilité possible vers le projet (végétation, bâti, topographie). On considère l'absence d'atteinte au patrimoine culturel. Les mesures d'insertion paysagère assurent d'autant plus l'absence de co-visibilité.	Nul		Nul
	Archéologie	ZIP située en Zone de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA). Vestiges du château médiéval et d'une villa gallo-romaine (site inscrit « Restes du Château de Balançon à Thervay ») identifiés à moins de 300 m. Après consultation de la DRAC en janvier 2025, le projet est soumis à diagnostic d'archéologie préventive.	Fort	Aucun impact n'est attendu.	Nul		Nul
Milieu humain	Cadre de vie	Bâtis les plus proches situés à minimum 125 m de distance, le long du chemin des Carrières. Très peu nombreux. Ancien terrain de football municipal inutilisé depuis plus de 25 ans et bordé de cultures agricoles (principalement du maïs et des prairies). Présence d'anciens vestiaires, utilisés ponctuellement par les chasseurs locaux, de cages de foot et barrières en bois détériorées.	Faible	Aucune gêne (sonore, lumineuse, vibratoire, etc.) n'est attendue. Les ouvrages se doivent de respecter les seuils réglementaires en vigueur. Les onduleurs, en fonctionnement la journée, peuvent être sources de nuisances sonores. Néanmoins, au vu de la présence de locaux fermés, d'obstacles (haies, végétation), de la distance (> 140 m du plan masse par rapport à la 1ère maison) et de l'engagement du maitre d'ouvrage à ne pas placer les onduleurs en bordure de parcelle, le seuil réglementaire de 30 dB(A) sera respecté. Concernant les champs électromagnétiques, les valeurs attendues seront largement inférieures aux valeurs recommandées, à savoir 5 000 V/m pour le champ électrique et 100 μT pour le champ magnétique, ainsi qu'à de nombreux appareils électroménagers. Déchets verts (paysagistes locaux) traités conformément à la réglementation en vigueur.	Négligeable		Négligeable
				Projet d'intérêt collectif ayant plusieurs effets positifs localement : - Répond à un besoin communal ; - Valoriser un terrain inutilisé depuis plus de 25 ans ; - Permet de couvrir une consommation d'électricité équivalente à 350 habitants sous la boucle d'une Autoconsommation Collective et à prix compétitif ; - Génère des retombées fiscales pour la commune ; - Contribue à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique ;	Positif		Positif

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
				- Contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre (environ 65 tonnes de CO_2 / an évitées).			
				Sollicitation des paysagistes locaux pour l'entretien de la végétation.	Positif		Positif
	Occupation du sol	ZIP desservie par le chemin des Carrières, permettant d'accéder à la RD459. Présence d'un chemin d'accès aux anciens vestiaires le long de la ZIP.	Faible	Utilisation d'un foncier inexploité. Parcelle faisant déjà partie du domaine privé de la commune.	Positif		Positif
	Transports	Commune soumise au risque de Transport de Matières Dangereuses (TMD), néanmoins la RD459 n'est pas concernée. 1 ancien site industriel (CASIAS) situé à environ 50 m de la ZIP (BBCI SARL, ancienne carrière).	Faible	Aucun impact n'est attendu. Interventions de maintenance 2 à 3 fois par an à l'aide d'un véhicule léger (ponctuellement d'une nacelle motorisée). Chemins d'accès vers les habitations, les anciens vestiaires et cultures agricoles garantis accessibles à tout moment.	Négligeable		Négligeable
	Risques industriels et sites pollués	Topographie plane, autour de 218 m NGF.	Faible	Aucun impact n'est attendu.	Nul		Nul

9.2.3.3. En phase de démantèlement

Étant donné que les travaux à effectuer lors de la phase de démantèlement feront appel aux **mêmes techniques et aux mêmes moyens** que pendant la phase de travaux, se référer au chapitre 9.2.3.1. Il est important de noter que l'aménagement sera **entièrement réversible**, c'est-à-dire qu'une fois le démantèlement effectué, le site sera remis en état avec un retour possible à l'état initial.

9.2.4. Focus sur les enjeux associés aux ZNIEFF « Prairie humide de Bresilley et Thervay » et « Vallée de l'Ognon de Moncley à Pesmes »

Au vu de la **faible distance** de la ZIP par rapport à ces ZNIEFF, une **analyse approfondie** des enjeux, impacts et mesures est proposée ci-après.

Enjeux à l'échelle globale

Les enjeux de ces ZNIEFF sont liés à la **vallée de l'Ognon**, qui comprend des **prairies inondables**, de la végétation riveraine, « mortes » et autres annexes hydrauliques d'une **grande richesse biologique**. La gestion traditionnelle (fauche et pâturage extensif) a contribué à créer une **mosaïque d'habitats semi-naturels riches et diversifiés**, surtout dans les prairies de fauche. Malgré la mise en culture de nombreux secteurs, le lit majeur présente encore des **complexes prairiaux** bien individualisés et remarquables. La **qualité de l'eau** de l'Ognon reste cependant plutôt **moyenne** (charges élevées en nitrates et micropolluants), bordé de façon discontinue par une **mince ripisylve**.

L'**intérêt floristique** des prairies inondables est marqué par la présence d'**espèces rares et adaptées** à ces conditions particulières (**milieux humides**), comme l'Œnanthe fistuleuse, la Gaudinie fragile, la Gratiole officinale et la Stellaire des marais.

Ces vastes surfaces de prairies humides, associées aux formations riveraines, constituent un **ensemble privilégié pour l'accueil de l'avifaune**, tant pour l'hivernage que pour la nidification ou encore comme étape migratoire. En effet, les oiseaux empruntent cette **voie de migration privilégiée** à l'échelle régionale. On y rencontre de **nombreuses espèces**, dont certaines **protégées** qui présentent un **intérêt européen** : Martin-pêcheur, Busards, Locustelle luscinoïde, Courlis cendré…

L'**intérêt herpétologique** est souligné par la présence de deux espèces de **couleuvre** et trois espèces d'**amphibiens**.

Concernant les **chiroptères**, il existe de très **importantes colonies** en période de **reproduction** à Ougney (> 4 km au Sud-Est de la ZIP). Leur développement est **corrélé au maintien d'agrosystèmes** marqués par une bonne productivité (**prairies alluviales inondables et haies bocagères**).

On note la présence du **Coenagrion de mercure** dans le **ruisseau** afférent à l'Ognon (communes de Mutigney et Champagney : > 6 km de la ZIP).

Ainsi, au sein de ces ZNIEFF, il convient de **conserver** :

- la fonctionnalité des **systèmes latéraux** (pas de drainage ni de remblaiement) ;
- les **prairies alluviales inondables** et la végétation riveraine (fonction d'expansion naturelle des crues notamment, trop souvent converties en cultures ou peupleraies, permet de limiter l'érosion) ;
- les **pratiques agricoles extensives** (limitation des intrants, retard de fauche) ;
- la **qualité des eaux** (réduction des intrants organiques, minéraux et toxiques)
- les **haies** pour favoriser l'**installation de la faune**.

Analyse des enjeux, impacts et mesures à l'échelle de la ZIP

Les enjeux majeurs de ces ZNIEFF sont identifiés **au droit de l'Ognon** et de ses **prairies inondables**, qui correspondent à des **zones humides riches en biodiversité**. L'Ognon et sa ripisylve se trouvent **à plus de 500 m au Nord de la ZIP**. La ZIP n'est **pas comprise dans les ZNIEFF** associées, ni dans les prairies inondables et la zone d'expansion des crues, elle se situe **en dehors des zones humides** identifiées par la DREAL (localisées à plus de 200 m au Nord). **Aucun point d'eau** ne se trouve à proximité de la ZIP. **Les enjeux faune / flore y sont donc limités aux espèces pouvant se déplacer à distance (notamment oiseaux et chiroptères).**

Il existe des **enjeux potentiels sur la ZIP**, notamment associés aux **oiseaux** (repos, hivernage, migration, reproduction de certains passereaux dont des espèces protégées) et **chiroptères** (présence d'importantes colonies sur le territoire dont le développement est corrélé au **maintien** des prairies alluviales inondables et **haies bocagères**). Néanmoins, la ZIP est un **ancien terrain de football municipal**, positionné à **proximité d'un terrain de tennis, d'une route** et **d'habitations**, où les **chasseurs** se rendent **ponctuellement**, il s'agit d'un espace **déjà urbanisé**.

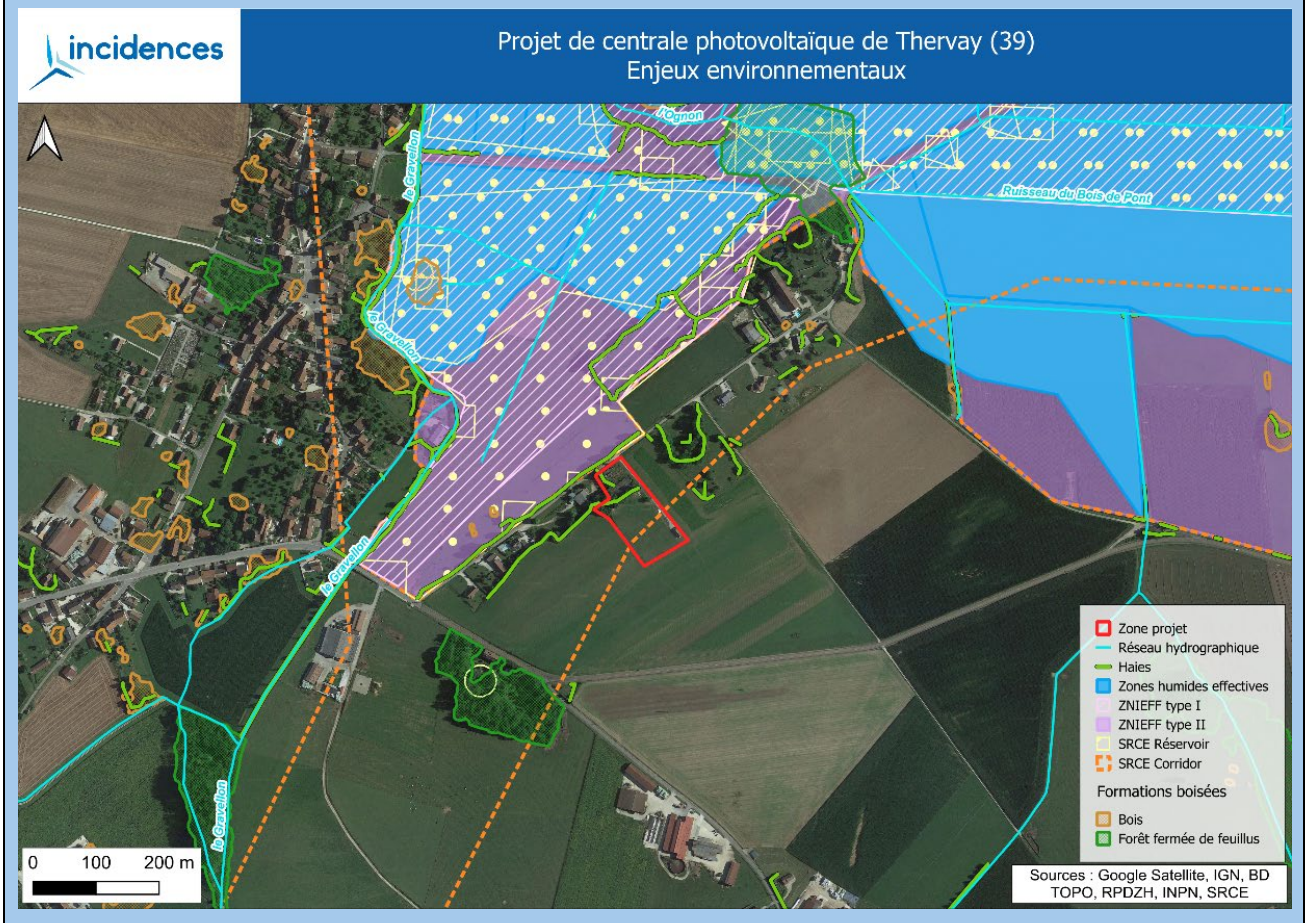
Le projet a été conçu de manière à **éviter la haie existante** située au Nord du site. Il est également prévu de **planter environ 160 m de haies arbustives d'essences locales** aux abords Sud et Ouest, dans un objectif à la fois **paysager** et

d'**amélioration de la biodiversité** du site. Cela permettra notamment la **création** de **continuités écologiques** et **favorisera l'installation de la faune** tel qu'indiqué dans les enjeux de conservation des ZNIEFF. La **conservation des anciens vestiaires**, potentiel gîte anthropique à chiroptères et oiseaux, est également un **élément positif**.

Les **impacts** seront **essentiellement** pendant les **travaux**, qui seront **limités dans le temps** (environ 3 à 6 mois) **et l'espace** (circonscrits à la ZIP). Pendant cette phase, la **haie existante** sera **mise en défens**, afin de protéger au maximum cet habitat. Le **calendrier des travaux** tiendra compte de la **période sensible pour la faune**. Ainsi, les travaux seront planifiés en **évitant la période de nidification / reproduction** (printemps : mars-août) et en **favorisant la période de plus faible sensibilité** (préparation des travaux en automne et travaux lourds en hiver : septembre-février). En dehors de cette période sensible, les **oiseaux de passage**, par exemple en chasse, pourront facilement se **reporter vers les milieux ouverts alentours**. **Aucun travaux** ne sera effectué **de nuit** pour **ne pas déranger les chiroptères** en déplacement / chasse. Le risque de **pollution accidentelle** fera l'objet de **mesures préventives et curatives**.

En **phase d'exploitation**, la **gestion de la végétation** sera réalisée **en cohérence avec les enjeux de conservation** de la vallée de l'Ognon (pas d'utilisation de produits phytosanitaires, gestion extensive de la végétation, enherbement du site…). La **gestion des haies** sera réalisée de façon **ponctuelle**, par des paysagistes locaux et **dans le respect de la période sensible pour la faune**.

Le projet est donc en accord avec les enjeux de conservation de ces ZNIEFF. L'impact résiduel sur le milieu naturel est considéré comme faible, voire négligeable, après la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction. De plus, on rappelle que l'aménagement est entièrement réversible, c'est-à-dire qu'une fois le démantèlement effectué, le site sera remis en état avec un retour possible à l'état initial.



9.2.5. Conclusion

Le projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Thervay constitue un impact localisé en lieu et place de l'ancien terrain de football municipal. C'est un espace déjà urbanisé, du fait de la présence d'anciens vestiaires (où les chasseurs se rendent ponctuellement), de cages de football et barrières en bois détériorées, et de la proximité d'un terrain de tennis, d'une route et d'habitations.

Le projet a fait l'objet de deux conseils municipaux, d'une communication sur « Panneau Pocket » auprès des riverains et d'une réunion sur site avec l'association de chasse locale. Les anciens vestiaires seront maintenus en l'état et pourront continuer d'être utilisés par cette association.

Un travail de conception avec la mairie a permis de penser un projet écologique et paysager associé au projet photovoltaïque.

Les principales incidences attendues du projet sur l'environnement sont associées à la phase de travaux, qui sera temporaire – environ 3 à 6 mois (faibles volumes de déblais / remblais, faible risque de pollution accidentelle inhérent à tout chantier, dérangement classique de chantier…). Après consultation de la DRAC en janvier 2025, le projet est par ailleurs soumis à diagnostic d'archéologie préventive.

En phase d'exploitation, le projet constituera un impact visuel à long terme. Néanmoins, il a fait l'objet d'une insertion paysagère : la haie existante sera conservée et complétée par de nouvelles haies arbustives (160 m) adaptées au territoire et composées d'essences locales (prunelier, aubépine, églantier, troène, cornouiller sanguin, noisetier, sureau noir…), incluant un mode de gestion extensif pour qu'elles puissent perdurer à long terme. Ces haies permettront de créer un écran végétal d'environ 3 m de hauteur et ainsi de supprimer les vues depuis la RD459, principal enjeu paysager. Elles participeront également à la création de continuités écologiques favorisant l'installation de la faune, en cohérence avec les enjeux de conservation des ZNIEFF.

Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé sur site. L'entretien de la végétation sera principalement assuré via une convention d'éco-pâturage avec un berger local ou en faisant appel à une entreprise d'espace vert. Les haies seront quant à elles entretenues par des paysagistes locaux dans le respect des prescriptions du SDIS 39 et des réglementations en vigueur visant à protéger la faune et la flore. On note aussi que le projet n'aura pas d'impact sur les sites Natura 2000. De plus, des passages à petite faune seront intégrés dans la clôture.

Les eaux de pluies s'écouleront naturellement et la transparence hydraulique sera assurée par la conception du projet. Le risque incendie sera quant à lui géré par le respect des prescriptions du SDIS 39.

Des mesures d'évitement et de réduction sont proposées par le maître d'ouvrage, afin de limiter les impacts causés par le projet et d'obtenir uniquement des impacts résiduels faibles, voire négligeables. Il est important de noter que le projet n'entraînera aucune artificialisation des sols, l'aménagement sera entièrement réversible.

<u>Il ne semble donc pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale.</u>

Enfin, le projet global sera positif, car :

- **Il répondra à un besoin communal ;**
- **Il permettra de valoriser un terrain non utilisé et source uniquement de coûts pour la collectivité ;**
- **Il permettra de couvrir une consommation d'électricité équivalente à 350 habitants sous la boucle d'une Autoconsommation Collective (circuit-court) et à un prix compétitif ;**
- **Il génèrera des retombées fiscales pour la commune, associées à la mise en activité d'une centrale photovoltaïque ;**
- **Il contribuera à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique ;**
- **Il contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre par la production d'une énergie verte (environ 65 tonnes de CO_2 / an évitées).**

9.3. Annexes

9.3.1. Délibération communale en faveur du projet de centrale photovoltaïque

Envoyé en préfecture le 13/11/2024
Reçu en préfecture le 13/11/2024
Publié le 13/11/2024
ID : 039-213905284-20241108-20241111-DE

MAIRIE DE THERVAY
39290 THERVAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DELIBERATION N° 2024-11-11

L'an deux mille vingt-quatre, le 08 novembre à 20 h 00, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de M. Stéphane ECARNOT, Maire.

PRESENTS : CHAMPONNOIS Alain, CRETIN Christian, DEPRAZ Paul, ECARNOT Stéphane, GELEY Jean-Luc, PHILIPPON Franck.

Absents excusés : BERTOLI Régis, CHERREY-GUELAUD Corinne, MAHAMDI Maryline.

Secrétaire de séance : M. CHAMPONNOIS Alain

Convocation du 18/10/2024 (affichée le 18/10/24).

OBJET : Signature d'une promesse de bail emphytéotique pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur le territoire communal.

Monsieur la Maire expose que la société INCIDENCES a sollicité la Commune pour l'implantation d'un parc photovoltaïque sur la parcelle située section YT n° 67. Il s'agit d'un terrain faisant partie du domaine privé de la Commune.

Vu la promesse de bail emphytéotique proposée au bénéfice de la société INCIDENCES,

Considérant la volonté de la Commune de promouvoir les énergies renouvelables sur son territoire,

Considérant que ce projet s'intègre dans le développement économique local et que les équipements installés seront d'utilité collective,

Considérant que ce projet pourrait servir de support à la mise en place d'une proposition d'autoconsommation collective intéressant l'ensemble de la population de la Commune contribuant ainsi aux efforts en faveur du maintien du pouvoir d'achat des administrés,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Monsieur la Maire, et après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. Autorise INCIDENCES à étudier et mettre en œuvre toutes les demandes d'autorisations nécessaires en vue de l'implantation d'un parc photovoltaïque au sol sur la commune.
2. Accepte l'ensemble des termes et clauses de la promesse de bail emphytéotique.
3. Autorise Monsieur la Maire à signer ladite promesse de bail emphytéotique et tous documents relatifs à cette affaire.

Pour copie conforme,

Le Maire,
Stéphane ECARNOT

MAIRIE de THERVAY (Jura) 39290

9.3.2. Prescriptions du SDIS 39

Recommandations SDIS 39 « Parcs photovoltaïques au sol »

Références juridiques :

Le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) décrit les dispositions à appliquer :

- accessibilité du site aux engins d'incendie et de secours,
- points d'eau incendie, grâce aux fiches techniques.

Il est consultable et téléchargeable sur le site internet du SDIS :
https://www.jurapompiers.fr/sites/default/files/documents/RDDECI/RDDECI39.pdf

Accessibilité du site et défense incendie :

Concernant l'accessibilité du site aux engins d'incendie et de secours

L'accessibilité du site aux engins de secours doit être assurée par une « voie engins » d'une largeur d'au moins 3 mètres, une hauteur libre minimum de 3.50 mètres, garantissant le passage d'un véhicule poids-lourd d'au moins 16 tonnes, avec possibilité de retournement en bout de chemin sur l'ensemble du site (voir les détails dans le RDDECI).

Les dispositions suivantes sont préconisées pour faciliter l'action des moyens de secours :

- Créer à l'intérieur du site des voies de circulation **d'une largeur de 4 m**, stabilisées et débroussaillées, permettant de quadriller le site (rocades et pénétrantes),
- Permettre l'accès en permanence à chaque construction (locaux onduleurs, transformateurs, poste de livraison, locaux techniques…),
- Permettre l'accès aux points d'eau incendie,
- Réaliser des aires de retournement pour les voies en impasse dont la longueur est supérieure à 60 mètres,
- Permettre, au moyen d'une voie périphérique externe au site d'une largeur d'au moins 3 mètres, l'accès continu des engins de lutte contre l'incendie à l'interface entre le site et l'environnement ou les tiers.

Concernant la défense extérieure contre l'incendie

Un incendie est susceptible de constituer un risque important pour l'environnement, par exemple si le projet est situé à proximité du réseau routier, autoroutier ou ferroviaire, de cultures, de forêts, bois et sous-bois, voir en milieu urbain et péri urbain, ou encore un autre site à danger particulier.

Le dimensionnement minimum à respecter en matière de DECI est de **60 m3/h pendant 2 heures ou 120 m3 disponible instantanément à 350 mètres au maximum des tables de panneaux les plus éloignées**. *(La distance mentionnée dans l'objectif de DECI fixé s'entend par la distance entre la structure à défendre et le point d'eau incendie par les voies utilisables par les engins de lutte contre l'incendie).*

Lorsque la surface du site de la centrale photovoltaïque est très étendue ou que la forme est particulière, il sera nécessaire d'implanter des points d'eau incendie supplémentaire avec aire d'aspiration et judicieusement réparties, par exemple sur des côtés opposés.

Le ou les futurs équipements, points d'eau d'incendie, (PEI) devront être conformes aux normes en vigueur et être implantés conformément aux fiches techniques du RDDECI du Jura. A ce titre, le pétitionnaire se rapprochera du service prévision du SDIS 39 avant toute implantation de PEI.

Une reconnaissance opérationnelle initiale sera nécessaire à la fin des travaux afin de s'assurer que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue et qu'elle soit intégrée en tant que PEI dans la cartographie opérationnelle du SDIS 39.

Prescriptions relatives au risque photovoltaïque :

- Munir chaque onduleur d'un contrôleur d'isolement permettant de prévenir un défaut éventuel,
- Mettre en place un organe de coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs, actionnable depuis un endroit défini par les sapeurs-pompiers, éventuellement complétée par d'autres coupures de type « coup de poing » judicieusement réparties,
- Identifier cet organe de coupure par l'inscription suivante : « Coupure réseau photovoltaïque Attention : panneaux encore sous tension électrique »,
- Enfouir les câbles électriques,
- Installer des coupe-circuits à sécurité positive au plus près des panneaux photovoltaïques,
- Installer dans les locaux « postes de transformation » et « postes de livraison » des extincteurs appropriés aux risques.

Autres dispositions propres aux secours :

- Permettre l'ouverture permanente du portail d'entrée (d'une largeur utile supérieure ou égale à 3 m) dans le site par un dispositif d'ouverture validé par le SDIS - en l'occurrence installer un triangle mâle de 11 mm,
- Débroussailler jusqu'à 10 mètres autour du site et évacuer les produits de débroussaillement, en cas de contrainte paysagère visant à masquer ou à limiter l'impact visuel de la centrale, il convient d'implanter des essences d'arbres pyrorésistantes,
- Implanter au niveau de chaque accès des secours, un plan de masse sous forme de pancarte inaltérable sur laquelle figure outre les voies de circulations, les points d'eau d'incendie,
  les emplacements des locaux techniques et l'emplacement des organes de coupures principaux,
- Dans le cas d'une surface de site très étendue, mettre en place un quadrillage pour faciliter le repérage, en cas de sinistre,
- Afficher les consignes de sécurité, les dangers de l'installation et le numéro de téléphone à prévenir en cas de danger,
- Préalablement aux travaux, définir en relation avec le service prévision du SDIS 39 des Points de Secours Publics (PSP) permettant d'accueillir les secours publics à un point prédéterminé afin de les guider vers le lieu d'intervention. Le PSP devra être indiqué à chaque demande de secours.
- Avant le début de la phase d'exploitation, permettre la visite du site aux Services d'Incendie et de Secours,

Il sera impératif de valider, avant la mise en service, la méthodologie de nos services en cas d'intervention, ainsi que la fourniture d'un annuaire de l'exploitant à contacter en cas de sinistre.

Il appartient au pétitionnaire de s'assurer auprès des services compétents du respect des autres réglementations applicables.

9.3.3. Échanges mails avec le SDIS 39 pour validation du plan masse

---

De : Nicolas De Rambuteau
Envoyé : mercredi 19 février 2025 11:12
À : Ferjeux BUNOD (ADJ) <fbunod@sdis39.fr>
Cc : Romain Chanoni <romain.chanoni@incidences-enr.com>; Julie Pasero <julie.pasero@incidences-enr.com>; Thibaut Cenni <thibaut.cenni@incidences-enr.com>; Nicolas CHARLES-DEFRANCE (LTN) <ncharles-defrance@sdis39.fr>; mairie@thervay.fr
Objet : RE: Avis du SDIS 39 sur Projet Parc Photovoltaïque sur la commune de THERVAY

Monsieur Bunod,
J'ai bien reçu votre message vocal et vous remercie pour la validation de la position de l'aire d'aspiration et de la citerne.
Nous allons aussi modifier la position du poteau d'aspiration pour le rapprocher du chemin d'accès.
Bonne fin de semaine,
Nicolas de RAMBUTEAU

De : Nicolas De Rambuteau
Envoyé : mercredi 12 février 2025 11:56
À : Ferjeux BUNOD (ADJ) <fbunod@sdis39.fr>
Cc : Romain Chanoni <romain.chanoni@incidences-enr.com>; Julie Pasero <julie.pasero@incidences-enr.com>; Thibaut Cenni <thibaut.cenni@incidences-enr.com>; Nicolas CHARLES-DEFRANCE (LTN) <ncharles-defrance@sdis39.fr>; mairie@thervay.fr
Objet : RE: Avis du SDIS 39 sur Projet Parc Photovoltaïque sur la commune de THERVAY

Monsieur Bunod,
En retour, vous trouverez l'implantation à jour selon vos remarques dans votre dernier mail.
Je vous laisse me confirmer si cela vous convient.
Bien cordialement,
Nicolas de R.

De : Ferjeux BUNOD (ADJ) <fbunod@sdis39.fr>
Envoyé : lundi 10 février 2025 17:15
À : Nicolas De Rambuteau <nicolas.derambuteau@incidences-enr.com>
Cc : Romain Chanoni <romain.chanoni@incidences-enr.com>; Julie Pasero <julie.pasero@incidences-enr.com>; Thibaut Cenni <thibaut.cenni@incidences-enr.com>; Nicolas CHARLES-DEFRANCE (LTN) <ncharles-defrance@sdis39.fr>; mairie@thervay.fr
Objet : TR: Avis du SDIS 39 sur Projet Parc Photovoltaïque sur la commune de THERVAY

Monsieur de RAMBUTEAU,

Afin de préserver l'intégrité du point d'eau incendie et de ne pas mettre en danger les agents du SDIS, le RDDECI du Jura prescrit un éloignement de 10m de l'aire d'aspiration et de la réserve par rapport aux tables les plus proches.
Ces deux éléments sont trop proches des tables au Nord.
Si le poteau d'aspiration est déporté au Sud de l'entrée du projet, l'aire d'aspiration pourra être le chemin d'accès à la cabane de chasse (sans élargissement). Il reste juste à quantifier l'espace libre entre les dernières tables et la réserve placée de manière à suivre le chemin.

Je reste à votre disposition pour échanger sur le sujet.

Bien à vous.

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU JURA
Groupement Opérationnel
846 Bis, Ancienne route de Bletterans – BP 20 – 39570 MONTMOROT

REPUBLIQUE FRANCAISE
Adjudant Ferjeux BUNOD
Prévisionniste Etat-Major
Tél. : 03 84 87 05 92 / 06 58 45 69 14
Courriel : fbunod@sdis39.fr

De : Nicolas De Rambuteau <nicolas.derambuteau@incidences-enr.com>
Envoyé : mardi 4 février 2025 11:37
À : Ferjeux BUNOD (ADJ) <fbunod@sdis39.fr>; mairie.thervay@wanadoo.fr
Cc : Romain Chanoni <romain.chanoni@incidences-enr.com>; Julie Pasero <julie.pasero@incidences-enr.com>; Thibaut Cenni <thibaut.cenni@incidences-enr.com>; Nicolas CHARLES-DEFRANCE (LTN) <ncharles-defrance@sdis39.fr>
Objet : RE: Avis du SDIS 39 sur Projet Parc Photovoltaïque sur la commune de THERVAY

Bonjour M. Bunod,
Je vous remercie pour votre retour.
Suite à vos observations vous trouverez ci-joint l'implantation du projet à jour prenant en compte :

- Un éloignement de 10m entre les tables photovoltaïques et la ligne d'arbres au nord,
- Un replacement de la citerne de 120m3 et de l'aire d'aspiration associée (relocalisée au droit de la piste d'accès au site). La pente du terrain ne permettant pas de localiser la citerne à l'endroit proposé par vos soins.

Je vous laisse me confirmer que ces adaptations vous conviennent.
Par avance merci,
Nicolas de RAMBUTEAU

De : Ferjeux BUNOD (ADJ) <fbunod@sdis39.fr>
Envoyé : lundi 3 février 2025 14:11
À : Nicolas De Rambuteau <nicolas.derambuteau@incidences-enr.com>; mairie.thervay@wanadoo.fr
Cc : Romain Chanoni <romain.chanoni@incidences-enr.com>; Julie Pasero <julie.pasero@incidences-enr.com>; Thibaut Cenni <thibaut.cenni@incidences-enr.com>; Nicolas CHARLES-DEFRANCE (LTN) <ncharles-defrance@sdis39.fr>
Objet : Avis du SDIS 39 sur Projet Parc Photovoltaïque sur la commune de THERVAY

Monsieur DE RAMBOUTEAU,

Vous avez sollicité le SDIS 39 au sujet d'un projet d'implantation d'un parc photovoltaïque qui sera situé sur la parcelle YT0067 sur la commune de THERVAY.

Le service Prévision accuse réception du plan des futurs installations (en pièce jointe).

Comme évoquer lors de la visioconférence, la piste périphérique extérieure peut ne pas être réalisée au vu de la surface du projet et au vu de l'impact qu'un incendie pourrait produire en terme de propagation. Il est à noter, pour ce dernier point, qu'un défrichage devra être opéré sur l'extrémité nord du site afin de laisser un espace libre d'un minimum de 10 mètres entre les tables et la végétation existante.

Comme évoquer également dans les préconisations du SDIS 39, le portail d'accès devra être équipé d'un système

de déverrouillage facilement sécable par les sapeurs-pompiers ou être équipé d'un dispositif type triangle de 11mm.

Concernant la réserve artificielle de 120 m³, il est nécessaire de faire apparaître sur le plan l'aire d'aspiration (d'une surface de 32 m²) ainsi que l'emplacement du poteau d'aspiration comme précisé dans les fiches techniques du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Jura (Fiche n°4 en pièce jointe). Il pourrait être envisager d'utiliser la zone au nord de l'implantation de la réserve comme aire d'aspiration et d'installer le poteau le long de cette voie (cf. plan en pièce jointe). Le point d'eau incendie (PEI) ainsi créé pourrait dans le cadre d'une convention entre la Mairie et le propriétaire faire l'objet d'une utilisation conjointe sans pénétrer dans le parc lui-même et permettre la défense des structures bâtimentaires à proximité du parc.
En ce qui concerne l'emplacement de la réserve a proprement parlé, le SDIS 39 n'émet aucune remarque. Toutefois, il ne peut se prononcer sur la conformité de celle-ci du fait de l'absence, sur le plan, de l'aire d'aspiration ainsi que du dispositif d'aspiration.

Dans un second temps, lors de la phase de travaux, il sera nécessaire de faire remplir l'attestation de réception fournie et de nous la retourner. Sans cela, aucun reconnaissance opérationnelle initiale du SDIS 39 ne sera menée sur ce PEI. Et de ce fait, la mise en service de ce PEI ne pourra être effective.

Dans l'attente de votre retour, concernant l'emplacement proposé de l'aire ou proposition de votre part, je reste à votre disposition à fin d'échanger sur le sujet. J'ai complété les destinataire de nos échanges (Mairie, responsable du service Prévision du SDIS 39).

Bien à vous.

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU JURA
Groupement Opérationnel
846 Bis, Ancienne route de Bletterans – BP 20 – 39570 MONTMOROT

REPUBLIQUE FRANCAISE
Adjudant Ferjeux BUNOD
Prévisionniste Etat-Major
Tél. : 03 84 87 05 92 / 06 58 45 69 14
Courriel : fbunod@sdis39.fr

De : Nicolas De Rambuteau <nicolas.derambuteau@incidences-enr.com>
Envoyé : jeudi 30 janvier 2025 17:14
À : Ferjeux BUNOD (ADJ) <fbunod@sdis39.fr>
Cc : Romain Chanoni <romain.chanoni@incidences-enr.com>; Julie Pasero <julie.pasero@incidences-enr.com>; Thibaut Cenni <thibaut.cenni@incidences-enr.com>
Objet : RE: Demande de RDV

Bonsoir M. Bunod,
Comme échangé au téléphone cette après-midi, vous trouverez ci-joint l'implantation de notre projet à Thervay sur laquelle vous pourrez baser votre avis.
Me tenant à votre disposition si besoin,
Bien cordialement,
Nicolas de RAMBUTEAU

De : Romain CHANONI <romain.chanoni@incidences-enr.com>
Envoyé : mercredi 4 décembre 2024 14:32
À : Ferjeux BUNOD (ADJ) <fbunod@sdis39.fr>

Cc : Nicolas De Rambuteau <nicolas.derambuteau@incidences-enr.com>
Objet : RE: Demande de RDV

Bonjour Monsieur BUNOD,

Je ne serai pas disponible sur ces dates mais mon collègue Nicolas De Rambuteau pourra échanger avec vous le 17 décembre de 10 à 11h. Si vous êtes toujours disponible sur ce créneau, nous vous faisons suivre une invitation Teams en ce sens.
Dans l'attente de votre confirmation.

Cordialement,

incidences
l'énergie au sens propre

Romain CHANONI
Chef de projets | Incidences SAS

Tél. 06.83.35.07.19
Email romain.chanoni@incidences-enr.com

Incidences
www.incidences-enr.com

De : Ferjeux BUNOD (ADJ) <fbunod@sdis39.fr>
Envoyé : lundi 2 décembre 2024 11:53
À : Romain CHANONI <romain.chanoni@incidences-enr.com>
Objet : Demande de RDV

Monsieur CHANONI,

J'ai bien pris en compte votre demande.
Une visioconférence est envisageable l'après-midi du 12 décembre ou les 17 et 18 décembre.

Dans l'attente de votre retour.

Bien à vous

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU JURA
Groupement Opérationnel
846 Bis, Ancienne route de Bletterans - BP 20 - 39570 MONTMOROT

REPUBLIQUE FRANCAISE
Adjudant Ferjeux BUNOD
Prévisionniste Etat-Major
Tél. : 03 84 87 05 92 / 06 58 45 69 14
Courriel : fbunod@sdis39.fr

De : Ferjeux BUNOD (ADJ)
Envoyé : jeudi 28 novembre 2024 14:09
À : 'romain.chanoni@incidences-enr.com' <romain.chanoni@incidences-enr.com>
Objet : Demande d'informations sur les mesures de sécurité pour l'installation de centrales solaires

Bonjour Monsieur CHANONI,

Je me permets de revenir vers vous au sujet de votre demande relative aux recommandations du SDIS 39 dans le cadre de projets photovoltaïques.

A ce titre, et pour votre parfaite information je vous prie de bien vouloir trouver en pièces jointes les recommandations émises par le SDIS 39 dans le cadre de ce type de projet.

En ce qui concerne les projets d'ombrières photovoltaïques, il convient de suivre les recommandations des parcs au sol, avec toutefois une vigilance particulière sur les partie basse de ces dernières.
Une signalisation rétro réfléchissante ou encore des panneaux indiquant la hauteur maximale autorisée peuvent être demandés dans l'objectif d'attirer l'attention des intervenants et d'éviter ainsi toute collision de nos véhicules avec des éléments de la structure PPV.

Espérant avoir répondu à vos attentes, je reste disponible, si nécessaire.

Bonne réception,
Bien à vous.

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU JURA
Groupement Opérationnel
846 Bis, Ancienne route de Bletterans - BP 20 - 39570 MONTMOROT

REPUBLIQUE FRANCAISE
Adjudant Ferjeux BUNOD
Prévisionniste Etat-Major
Tél. : 03 84 87 05 92 / 06 58 45 69 14
Courriel : fbunod@sdis39.fr

incidences
l'énergie au sens propre

Les énergies renouvelables au service des territoires et de leurs acteurs

Contactez-nous

nicolas.derambuteau@incidences-enr.com

www.incidences-enr.com